



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Land Projects and Communication System Support
Division/Div des projets terrestres et support de
systèmes de communication

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet ISTAR du LC4ISR Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR)	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-228515/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-228515	Date 2023-01-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$RA-055-28884	
File No. - N° de dossier 055ra.W8486-228515	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2023-02-06 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abdulkadir, Nadir	Buyer Id - Id de l'acheteur 055ra
Telephone No. - N° de téléphone (819) 664-8121 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Annexe H

CAPACITÉ C4ISR de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance DE LA FORCE TERRESTRE (ISTAR)

**Plan d'évaluation des retombées industrielles et
technologiques (RIT) et de la proposition de valeur**

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION
2	EXIGENCES OBLIGATOIRES
3	VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION
4	ÉVALUATION COTÉE PAR POINTS
5	PROCESSUS

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le but du plan d'évaluation des propositions de valeur (PV) consiste à décrire la méthodologie qui sera employée pour évaluer la PV (« proposition ») présentée par le soumissionnaire.
- 1.2. La proposition sera évaluée conforme ou non conforme. La proposition sera réputée conforme : i) si elle respecte les exigences obligatoires indiquées à la section 2 du présent document, et ii) si elle respecte les valeurs minimales d'évaluation énoncées dans la section 3 du présent document.
- 1.3. L'ensemble des évaluations recevables seront par la suite évaluées sur la base des critères cotés par points comme l'indique la section 4 du présent document.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation seront communiqués à l'autorité contractante. Les résultats seront ensuite intégrés aux résultats globaux de l'évaluation des soumissions, comme il est indiqué à la partie 4 de la demande de propositions pour le projet de soutien en service de la capacité de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance du C4ISR (le projet).
- 1.5. Le soumissionnaire est fortement incité à examiner soigneusement l'intégralité du document d'instructions relatif à l'intention du soumissionnaire.
- 1.6. Les termes non définis dans le présent document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, y compris les annexes, auxquelles est joint ce plan d'évaluation des RIT.

2. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 2.1. Le tableau ci-dessous décrit précisément chaque exigence obligatoire et la manière suivant laquelle l'autorité des RIT évaluera le respect de l'exigence. La proposition sera jugée soit recevable, soit non recevable. Pour que la proposition soit jugée recevable, elle doit satisfaire à toutes les exigences.

Exigences obligatoires	Méthode de confirmation
1. Le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions, mesurées en valeur du contenu canadien (VCC), qui équivalent au moins à 100 pour cent du prix du contrat [100 pour cent (100 %) ou si elle est plus élevée, la valeur totale des transactions indiquées dans la proposition], à effectuer au cours de la période de réalisation.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.

2. Le soumissionnaire s'engage à réaliser au moins quinze pour cent (15 %) du prix du contrat en transactions, mesurées en VCC, de développement de sources d'approvisionnement impliquant des PME.	
3. Le soumissionnaire s'engage à réaliser au moins quatre-vingts (80 %) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions directes, mesurées en VCC.	
4. Le soumissionnaire a précisé le prix de sa soumission (avant taxes et arrondi au dollar le plus près).	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté et est accompagné du prix de la soumission.
4(a). Le soumissionnaire a indiqué les transactions, qui sont détaillées, entièrement décrites, et qui équivalent au total à au moins trente pour cent (30 %) du prix de la soumission, mesurées en VCC.	La VCC de chaque transaction figurant dans la proposition est additionnée, puis le total est comparé au prix de la soumission. Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
4(b). Le soumissionnaire s'engage à indiquer, deux (2) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions qui sont détaillées, entièrement décrites et qui apportent le total cumulatif des transactions indiquées à au moins soixante pour cent (60 %) du prix contractuel (y compris les options), mesurées en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
4(c). Le soumissionnaire s'engage à indiquer , trois (4) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions qui sont détaillées, entièrement décrites et qui apportent le total cumulatif des transactions indiquées à cent pour cent (100 %) du prix du contrat (y compris les options), mesurées en VCC.	
5. Le soumissionnaire consent à l'ensemble des modalités relatives aux RIT.	
6. L'ensemble des composantes nécessaires suivantes figure dans la proposition du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> • les plans relatif au genre et à la diversité; • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches détaillées des transactions, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; 	La présence dans la proposition de chacune des composantes nécessaires et du certificat des exigences obligatoires signé et présenté en bonne et due forme.

<ul style="list-style-type: none"> • le présent certificat des exigences obligatoires du contrat d'acquisition, dûment rempli, signé et daté; et • le certificat des critères cotés, signé et daté. 	
Tableau 2-1, Tableau d'évaluation des exigences obligatoires	

3. VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION

3.1. Les plans seront évalués afin de déterminer s'ils obtiennent les notes d'évaluation minimales énoncées ci-dessous.

- 3.1.1. Le plan relatif au genre et à la diversité du soumissionnaire ne sera évalué que pour confirmer qu'il est présent dans la proposition de valeur et il ne sera pas noté sur la qualité ou le risque dans le cadre de la valeur de l'évaluation finale des plans
- 3.1.2. Les quatre autres plans du soumissionnaire seront évalués afin de confirmer qu'ils figurent dans la proposition. Les plans seront ensuite évalués selon la qualité et le risque, selon les facteurs énoncés dans les tableaux 3-1 et 3-2.
- 3.1.3. L'évaluation de la qualité consiste à déterminer si les plans répondent aux composantes demandées à la section 5 des instructions à l'intention du soumissionnaire, et au niveau de détail dans la composante; elle consiste aussi à déterminer à quel degré le contenu du plan atteint les objectifs de RIT exposés à la section 3 des instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 3.1.4. L'évaluation de la qualité reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 3-1.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DE LA QUALITÉ
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend des réponses détaillées à au moins quatre des éléments exigés aux sections 5.5 à 5.8 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que nombre des objectifs du Canada en matière des RIT seront atteints.
3	BONNE Le plan comprend des réponses détaillées à trois des éléments exigés aux sections 5.5 à 5.8 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que plusieurs objectifs du Canada en matière des RIT seront atteints.
2	MAUVAISE Le plan comprend des réponses détaillées à deux des éléments exigés aux sections 5.5 à 5.8 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que quelques-uns des objectifs du Canada en matière des RIT seront atteints.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend des réponses détaillées à tout au plus un des éléments exigés aux sections 5.5 à 5.8 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan ne fait pas la preuve que les objectifs du Canada en matière des RIT seront atteints.

Tableau 3-1, Évaluation de la qualité des plans

- 3.1.5. L'évaluation du risque consiste à déterminer si les plans apportent une réponse aux secteurs de risque exposés à la section 5 des instructions à l'intention des soumissionnaires et au niveau de précision apportée.
- 3.1.6. Le risque sera évalué selon une échelle de un (1) à quatre (4), en fonction des valeurs énoncées dans le tableau 3-2.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend une réponse détaillée à au moins quatre des secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est extrêmement faible.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
3	BONNE Le plan comprend une réponse détaillée à trois secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est faible.
2	MAUVAISE Le plan comprend une réponse détaillée à deux secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est modérée.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend une réponse détaillée à tout au plus l'un des secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire de sorte que la probabilité de non-réalisation est élevée.

Tableau 3-2, Évaluation du risque des plans

3.1.7. Les évaluations de la qualité et du risque acceptées par les évaluateurs seront multipliées, les totaux cumulés, et ce total servira à déterminer la valeur finale d'évaluation des plans pour la proposition. Les évaluations de la qualité et du risque acceptées par les évaluateurs seront multipliées; le total servira à déterminer la valeur finale d'évaluation des plans pour la proposition.

3.1.8. Le soumissionnaire doit atteindre ou dépasser une valeur finale d'évaluation des plans de trente-deux (32) sur un total possible de soixante-quatre (64).

EXEMPLE:

Plan	Qualité (A)	Risque (B)	Valeur d'évaluation (C) (C) = (A) x (B)
Plan d'affaires de l'entreprise	4	3	12
Plan de gestion des RIT	2	3	6
Plan de développement régional	4	4	16

Plan de développement des petites et moyennes entreprises	4	2	8
Valeur d'évaluation finale des plans			42

Tableau 3-3, Exemple

3.2. Évaluation des transactions proposées

- 3.2.1. Les transactions proposées par le soumissionnaire seront évaluées afin de juger si elles respectent les instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire et les modalités relatives aux RIT qui concernent les critères d'admissibilité, les évaluations, les mises en banque et les types de transaction.
- 3.2.2. Une transaction proposée qui ne respecte pas les critères présentés au point 3.2.1 sera refusée et ne sera plus prise en compte lors de l'évaluation des exigences obligatoires ou cotées, ou dans le contrat.
- 3.2.3. Une transaction proposée qui respecte les critères présentés au point 3.2.1 sera évaluée au moyen des critères d'évaluation cotés présentés à la section 4.

4. ÉVALUATION COTÉE PAR POINTS

- 4.1. Les engagements et les transactions proposés du soumissionnaire seront évalués en fonction des critères cotés par points décrits ci-dessous
 - 4.1.1. Développement des sources d'approvisionnement : Le soumissionnaire peut indiquer l'engagement à réaliser les transactions concernant les activités de développement des sources d'approvisionnement, mesurées en VCC, décrits plus en détail à la section 6.1.1 des instructions du soumissionnaire relatives aux RIT. Le soumissionnaire obtiendra la note suivante pour l'engagement liés au développement des sources d'approvisionnement:
 - 4.1.1.1. Le nombre maximum de points possible pour l'engagement global du soumissionnaire lié au développement des sources d'approvisionnement est de vingt-cinq (25), et sera calculé selon le tableau 4-1 ci-dessous :

Intervalle	Points attribués
16 % - 35 %	0,75 point pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 15 points
36 % - 50 %	0,4 point pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 6 points
51 % - 100 %	0,08 points pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 4 points

Tableau 4-1 – Cadre général de notation du développement des sources d'approvisionnement

4.1.1.2. Aucun point ne sera attribué si l'engagement du soumissionnaire lié au développement des sources d'approvisionnement est inférieur à quinze pour cent (15 %) ou supérieur à cent pour cent (100 %) du prix du contrat.

4.1.1.3. Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour la portion de l'engagement du soumissionnaire lié au développement des sources d'approvisionnement **impliquant des PME** qui est supérieur à l'engagement minimum **impliquant des PME** de quinze pour cent (15 %); le calcul sera fait selon le tableau 4-2 ci-dessous :

Intervalle	Points attribués
16 % - 30 %	0,4 point pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 6 points
31 % - 40 %	0,3 point pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 3 points
41 % - 50 %	0,1 point pour chaque 1 % du prix du contrat engagé, jusqu'à un maximum de 1 point

Tableau 4-2 – Cadre de notation du développement des sources d'approvisionnement **impliquant des PME**

4.1.1.4. Aucun point supplémentaire ne sera attribué si l'engagement du soumissionnaire lié au développement des sources d'approvisionnement **impliquant des PME** est inférieur à quinze pour cent (15 %) ou supérieur à cent pour cent (100 %) du prix du contrat.

4.1.1.5. Des points ne seront accordés au titre du développement des sources d'approvisionnement que si le soumissionnaire indique des transactions qui sont détaillées, entièrement décrites, **correspondent au développement des sources d'approvisionnement**, et égales au total à au moins dix pour cent (10 %) de l'engagement total de

développement des sources d'approvisionnement, mesuré en VCC. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette exigence, aucun point dans ce critère ne sera accordé et une note de zéro (0) sera utilisée aux fins de l'évaluation.

Exemple de notation de développement des sources d'approvisionnement:

Développement des sources d'approvisionnement	Engagement contractuel du soumissionnaire 1	Engagement contractuel du soumissionnaire 2	Engagement contractuel du soumissionnaire 3
Engagement global à l'égard du développement des sources d'approvisionnement	60%	50%	90%
Engagement à l'égard du développement des sources d'approvisionnement impliquant des PME	30%	45%	20%
Note totale de la PV attribuée au développement des sources d'approvisionnement	$(15 \times 0) + (20 \times 0.75) + (15 \times 0.4) + (10 \times 0.08) + (15 \times 0) + (15 \times 0.4) = 27.8$	$(15 \times 0) + (20 \times 0.75) + (15 \times 0.4) + (15 \times 0) + (15 \times 0.4) + (10 \times 0.3) + (5 \times 0.1) = 30.5$	$(15 \times 0) + (20 \times 0.75) + (15 \times 0.4) + (40 \times 0.08) + (15 \times 0) + (5 \times 0.4) = 26.2$

Tableau 4-3 – Exemple de notation pour le développement des sources d'approvisionnement

4.1.2. Recherche et développement : Le soumissionnaire peut indiquer l'engagement à réaliser les transactions, mesurés en VCC, en recherche et développement dans les capacités industrielles clés (CIC) de l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service ou les systèmes télépilotes et technologies autonomes, comme il est décrit à la section 6.1.2 des Instructions à l'intention des soumissionnaires relatives aux RIT. Le soumissionnaire obtiendra la note suivante pour l'engagement concernant la recherche et développement :

4.1.2.1. Le soumissionnaire ayant la note la plus élevée pour l'engagement en recherche et développement, jusqu'à un maximum de vingt pour cent (20 %) du prix du contrat, mesuré en VCC, recevra trente (30) points. Tous les autres soumissionnaires recevront une

note calculée au prorata en fonction de la note la plus élevée pour l'engagement en recherche et développement.

- 4.1.2.2. Aucun point ne sera accordé pour l'engagement en recherche et développement au-delà de vingt pour cent (20 %) du prix du contrat.
- 4.1.2.3. Des points ne seront accordés en recherche et développement que si le soumissionnaire indique des transactions qui sont détaillées, entièrement décrites, **correspondent en recherche et développement dans les CIC définies**, et égales au total à au moins dix pour cent (10 %) de l'engagement total en recherche et **développement, mesuré en VCC**. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette exigence, aucun point dans ce critère ne sera accordé et une note de zéro (0) sera utilisée aux fins de l'évaluation.

Recherche et développement	Engagement contractuel du soumissionnaire 1	Engagement contractuel du soumissionnaire 2	Engagement contractuel du soumissionnaire 3
Engagement concernant la recherche et développement	5 %	15 %	10 %
Note de la PV au prorata pour Engagement concernant la recherche et développement	$5/15 \times 30 = 10$	$15/15 \times 30 = 30$	$10/15 \times 30 = 20$

Tableau 4-4 – Exemple de notation pour la recherche et développement

- 4.1.2.4. Le soumissionnaire recevra **des points supplémentaires à sa cote numérique totale** pour la recherche et développement dans les CIC définies **si le soumissionnaire indique des transactions supérieures à dix pour cent (10 %) de l'engagement total concernant la recherche et développement, mesuré en VCC**.
- 4.1.2.4.1. **Le soumissionnaire recevra un point (1) pour chaque pourcentage (1 %) de l'engagement total concernant la recherche et développement dans les CIC définies, indiqué dans les transactions du soumissionnaire au-delà du minimum de dix pour cent (10 %), mesuré en VCC, jusqu'à concurrence de dix (10) points.**

4.1.2.4.2. Des points ne seront pas accordés pour les transactions indiquées du soumissionnaire en recherche et développement dans les CIC définies que si le soumissionnaire indique des transactions qui sont détaillées, correspondent en recherche et développement dans les CIC définies, et entièrement décrites. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette exigence, aucun point dans ce critère ne sera accordé et une note de zéro (0) sera utilisée aux fins de l'évaluation.

4.1.3. Développement des compétences et formation : Le soumissionnaire peut indiquer l'engagement à réaliser les transactions, mesuré en VCC, en développement des compétences et formation dans les CIC de l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service ou les systèmes télépilotes et technologies autonomes, comme il est décrit à la section 6.1.3 des Instructions à l'intention des soumissionnaires relatives aux RIT. Le soumissionnaire obtiendra la note suivante pour l'engagement concernant le développement des compétences et formation :

4.1.3.1. Le soumissionnaire ayant la note la plus élevée pour l'engagement concernant le développement des compétences et formation, jusqu'à un maximum de cinq pour cent (5 %) du prix du contrat, mesuré en VCC, recevra quinze (15) points. Tous les autres soumissionnaires recevront une note calculée au prorata en fonction de la note la plus élevée pour l'engagement concernant le développement des compétences et formation.

4.1.3.2. Aucun point ne sera accordé pour l'engagement au développement des compétences et formation au-delà de cinq pour cent (5 %) du prix du contrat.

4.1.3.3. Des points ne seront accordés au développement des compétences et formation que si le soumissionnaire indique des transactions qui sont détaillées, entièrement décrites, correspondent au développement des compétences et formation dans les CIC définies, et égales au total à au moins dix pour cent (10 %) de l'engagement concernant le développement des compétences et formation, mesuré en VCC. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette exigence, aucun point dans ce critère ne sera accordé et une note de zéro (0) sera utilisée aux fins de l'évaluation.

Développement des compétences et formation	Engagement contractuel du soumissionnaire 1	Engagement contractuel du soumissionnaire 2	Engagement contractuel du soumissionnaire 3
Engagement concernant le développement des compétences et formation	5 %	5 %	3 %
Note de la PV au prorata pour Engagement concernant le développement des compétences et formation	5/5 x 15 = 15	5/5 x 15 = 15	3/5 x 15 = 9

Tableau 4-5 – Exemple de notation pour le développement des compétences et formation

4.1.3.4. Le soumissionnaire recevra des points supplémentaires à sa cote numérique totale pour le développement des compétences et formation dans les CIC définies si le soumissionnaire indique des transactions supérieures à dix pour cent (10 %) de l'engagement total concernant la recherche et développement, mesuré en VCC.

4.1.3.4.1. Le soumissionnaire recevra un point (1) pour chaque pourcentage (1 %) de l'engagement total concernant le développement des compétences et formation dans les CIC définies, indiqué dans les transactions du soumissionnaire au-delà du minimum de dix pour cent (10 %), mesuré en VCC, jusqu'à concurrence de dix (10) points.

4.1.3.4.2. Des points ne seront accordés pour les transactions indiquées du soumissionnaire au développement des compétences et formation dans les CIC définies que si le soumissionnaire indique des transactions qui sont détaillées et entièrement décrites. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette exigence, aucun point dans ce critère ne sera accordé et une note de zéro (0) sera utilisée aux fins de l'évaluation.

4.2. Toute transaction indiquée dans la proposition sera évaluée afin de déterminer si elle correspond avec chacun des critères d'évaluation cotés figurant dans les sections 4.1.1 à 4.1.3. Le soumissionnaire devrait fournir assez de détails pour démontrer que la transaction est conforme à un critère donné.

-
- 4.2.1. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire ne démontre pas la correspondance avec les critères d'évaluation cotés ne seront pas incluses dans le cadre des engagements du soumissionnaire dans l'évaluation cotée, mais elles seront toutefois incluses dans les engagements à respecter dans le cadre du contrat.
- 4.2.2. Lorsque le soumissionnaire démontre que des transactions sont conformes aux critères d'évaluation cotée, celles-ci seront incluses dans ses engagements pour cette évaluation cotée et dans les obligations à remplir dans le cadre du contrat.
- 4.3. Les transactions **indiquées** peuvent correspondre à plusieurs critères; dans ce cas, elles seront cotées en conséquence jusqu'à concurrence du maximum du total des points. L'ensemble des transactions et engagements indiqués dans la proposition de valeur figureront à titre d'engagements ou d'obligations à remplir dans le contrat qui en découlera.
- 4.3.1. Si le soumissionnaire indique dans sa proposition des transactions totales conformes à l'un des trois critères cotés de proposition de valeur (PV) comme pourcentage du prix du contrat, mais en dépassement de son engagement pour les mêmes critères PV dans le certificat des critères cotés, la valeur la plus élevée sera considérée comme son engagement dans l'évaluation cotée et comme l'obligation à remplir à l'article 3 du contrat qui en découlera.
- 4.4. Le tableau 4-6 ci-dessous récapitule la notation de l'évaluation cotée :

Critères	Points disponibles	Fondement de l'évaluation
Développement des sources d'approvisionnement		
Engagement global à l'égard des transactions de développement des sources d'approvisionnement	25	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Engagement à l'égard des transactions de	10	

développement des sources d'approvisionnement impliquant des PME		
Recherche et développement		
Engagement à l'égard des transactions de recherche et développement dans les CIC définies	30	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions indiquées pour lesquelles les activités de recherche et développement dans les CIC définies sont supérieures à 10 % de l'engagement, jusqu'à un maximum de 20 %	10	Valeur globale des transactions indiquées qui démontrent une harmonisation avec la recherche et développement dans les CIC définies par rapport à l'engagement du soumissionnaire concernant la recherche et développement, en pourcentage (%), mesuré en VCC
Développement des compétences et formation		
Engagement à l'égard des transactions de développement des compétences et formation dans les CIC définies	15	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions indiquées pour lesquelles le développement des compétences et formation dans les CIC définies sont supérieures à 10 % de l'engagement, jusqu'à un maximum de 20 %	10	Valeur globale des transactions indiquées qui démontrent une harmonisation avec le développement des compétences et formation dans les CIC définies par rapport à l'engagement du soumissionnaire concernant le développement des compétences et formation dans les CIC

		définies, en pourcentage (%), mesuré en VCC
Nombre total de points	<i>100</i>	

Tableau 4-6 – Notation de l'évaluation cotée

- 4.5. Note totale de la PV : Les cotes du soumissionnaire pour les engagements et les transactions indiquées seront additionnées pour donner la cote totale de la proposition de valeur qui sera ensuite pondérée à raison de quinze pour cent (15 %) de la cote totale possible dans le cadre de l'évaluation globale de la soumission du projet.

5. PROCESSUS

- 5.1. L'évaluation est dirigée par l'autorité compétente en matière de RIT; y participent des représentants d'agences de développement régional, au besoin, d'autres experts en la matière.
- 5.2. Les études d'évaluation et la notation reposeront sur un consensus selon lequel la proposition sera lue et commentée et tous les évaluateurs s'accorderont sur une note pour chacun des éléments cotés. Un consensus sur des questions plus vastes devra aussi être obtenu, notamment sur la nécessité ou la nature de demandes de précisions ou de conseils auprès d'experts externes. Si les évaluateurs ne sont pas en mesure de parvenir à un consensus sur la notation, certains enjeux ou d'autres questions à la suite d'une discussion, la décision finale reviendra au responsable de l'évaluation d'ISDE.
- 5.3. L'autorité compétente en matière de RIT assumera la responsabilité de veiller à ce que les membres de l'équipe d'évaluation s'acquittent de leurs tâches. L'autorité compétente en matière de RIT fera le lien entre l'équipe d'évaluation et les représentants de l'extérieur.

Annexe G

CAPACITÉ C4ISR de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance DE LA FORCE TERRESTRE (ISTAR)

SERVICES DE SOUTIEN

Retombées industrielles et technologiques (RIT)

**Proposition de valeur
Instructions à l'intention des soumissionnaires**

Table des matières

1	INTRODUCTION
2	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES
3	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT
4	EXIGENCES OBLIGATOIRES
5	ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES
6	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS
7	MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

1 INTRODUCTION

- 1.1 Le 5 février 2014, le gouvernement du Canada a dévoilé la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD). L'un des objectifs de la SAMD consiste à mettre à profit les achats de matériel de défense pour créer des emplois et favoriser la croissance économique au Canada. Les objectifs de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront atteints par l'attribution d'une pondération et de cotes à une proposition de valeur incluse dans le plan d'évaluation menant à l'octroi du contrat.
- 1.2 L'objectif stratégique de PV pour le projet de conception et d'intégration du système des systèmes (le projet) consiste à encourager les investissements et les partenariats à long terme avec l'industrie canadienne, y compris les petites et moyennes entreprises. De plus, la PV encouragera les investissements dans la R-D, le développement des compétences **et formation** dans les capacités industrielles clés (**CIC**) que sont l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service, et les systèmes télépilotes et technologies autonomes. Cet objectif a été déterminé suite à une vaste consultation et à la participation de l'industrie, de même qu'à l'aide d'analyses en profondeur des capacités liées à l'approvisionnement.
- 1.3 Le soumissionnaire doit présenter une proposition de valeur recevable (« la proposition ») à la clôture des soumissions. La proposition sera réputée recevable par l'autorité des RIT : i) si elle est conforme aux exigences obligatoires indiquées à la section 4, et ii) si elle obtient un minimum de points au moment de l'évaluation conformément à la section 3 du plan d'évaluation de la proposition de valeur (« le plan d'évaluation »). Une proposition jugée recevable sera par la suite évaluée en fonction des critères cotés par points exposés à la section 6 et recevra des points comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation.
- 1.4 Les résultats de l'évaluation de la PV seront communiqués à l'autorité contractante qui les intégrera ensuite aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme il est indiqué dans la partie 4 de la DP.
- 1.5 Il incombe à l'autorité des RIT, en collaboration avec les organismes de développement régional et les experts en la matière, de veiller à ce que les propositions soient évaluées en fonction du plan d'évaluation.

2 INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 2.1 Lorsqu'il prépare sa proposition, le soumissionnaire doit s'inspirer des présentes instructions à l'intention des soumissionnaires ainsi que du plan d'évaluation et des modalités des RIT. Les trois documents fournissent une orientation, des

définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des RIT. Les termes non définis dans le présent document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, annexes comprises, auxquelles sont jointes ces instructions à l'intention du soumissionnaire.

- 2.2 Seule la proposition est examinée dans le cadre de l'évaluation. Pour faciliter le processus d'évaluation, tout contenu pertinent figurant dans une autre section de la soumission doit aussi être présenté dans la proposition. Seule la proposition est examinée dans le cadre de l'évaluation. Pour faciliter le processus d'évaluation, tout contenu pertinent figurant dans une autre section de la soumission doit aussi être présenté dans la proposition.
- 2.3 Il faut fournir une (1) copie électronique au format PDF de la proposition.
- 2.4 Les lois et processus fédéraux applicables régissent les propositions relatives aux RIT, leur réception, leur entreposage et leur protection par l'autorité compétente en matière de RIT.

3 OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 3.1 Le Canada souhaite s'assurer que ses investissements dans les biens et services liés à la défense génèrent des retombées économiques pour le pays, et qu'ils aient des répercussions de grande valeur et à long terme sur l'industrie canadienne dans les secteurs des technologies de pointe. La proposition doit clairement indiquer de quelle manière les activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT exposés ci-dessous, et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait le contrat.
- 3.2 Secteur de la défense : l'un des objectifs centraux de la politique des RIT consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en matière de défense contribue au développement économique et au maintien en puissance à long terme du secteur de la défense du Canada. Le soumissionnaire est invité à proposer le plus grand nombre possible d'activités commerciales au Canada concernant des travaux directement liés à l'approvisionnement et, dans un sens plus large, au secteur de la défense.
- 3.3 Développement des sources d'approvisionnement : le développement de la productivité et de la compétitivité des fournisseurs canadiens est au cœur des objectifs de la politique des RIT. Le soumissionnaire est invité à inclure dans sa proposition des occasions sérieuses de croissance et de participation à la chaîne d'approvisionnement pour des fournisseurs canadiens.

- 3.4 Recherche et développement (R.-D.) : l'un des principaux objectifs de la politique des RIT est d'encourager l'innovation, un facteur important permettant aux entreprises canadiennes de progresser dans la chaîne de valeur et de saisir des débouchés. Le soumissionnaire est invité à proposer des investissements en R.-D. au Canada, et à trouver des travaux de recherche et de génie de grande valeur qui placeront les entreprises canadiennes dans une situation propice pour tirer profit de leur commercialisation subséquente.
- 3.5 Développement régional : les objectifs de la politique des RIT en matière de développement régional consistent à encourager les améliorations qualitatives à long terme de la capacité, de la compétitivité internationale et du potentiel de croissance des entreprises canadiennes dans les régions où le Canada a lancé des initiatives particulières de développement de la croissance et de la diversification économiques au moyen de l'approvisionnement. Ces régions désignées du Canada sont définies dans les modalités relatives aux RIT. L'industrie canadienne doit, dans toutes les régions désignées du Canada, avoir la possibilité de prendre part au projet.
- 3.6 Développement des compétences et formation : soutenir le développement, la croissance et le maintien d'une main-d'œuvre canadienne diversifiée, talentueuse et novatrice. Le soumissionnaire est invité à proposer des transactions qui amélioreront les compétences et la capacité de formation de la main-d'œuvre canadienne, combleront les lacunes constatées et futures sur le plan des compétences, et feront progresser les possibilités d'emploi pour les Canadiens.
- 3.7 Petites et moyennes entreprises (PME) : le Canada s'est donné l'objectif d'encourager la participation des PME aux acquisitions fédérales majeures à titre de fournisseurs et d'accroître leur compétitivité et leur accès aux marchés d'exportation. Les PME canadiennes doivent avoir la possibilité de prendre part au projet.

4 EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 4.1 Il y a six (6) exigences obligatoires que le soumissionnaire doit respecter dans sa proposition. Si la proposition ne satisfait pas à l'une de ces six (6) exigences obligatoires, elle sera jugée non recevable:
- 4.1.1 Première exigence : Dans sa proposition relative aux RIT le soumissionnaire doit s'engager à réaliser des transactions, mesurées en valeur du contenu canadien (VCC), équivalant à au moins cent pour cent (100 %) du prix du contrat subséquent, à effectuer au cours de la période

de réalisation. Cet engagement équivalant à au moins cent pour cent (100 %) deviendra pour le soumissionnaire retenu une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat subséquent.

- 4.1.2 Deuxième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à réaliser des transactions de développement des sources d'approvisionnement **impliquant des** PME, mesurées en VCC, dont la valeur s'élève à au moins quinze pour cent (15 %) du prix du contrat.
- 4.1.3 Troisième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à atteindre au moins quatre-vingts pour cent (80 %) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions directes, mesurées en VCC.
- 4.1.4 Quatrième exigence : Dans sa proposition, le soumissionnaire doit :
 - 4.1.4.1 préciser le prix de sa soumission avant les taxes et arrondi au dollar le plus près;
 - 4.1.4.2 indiquer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à trente pour cent (30 %) au moins du prix de la soumission mesuré en VCC;
 - 4.1.4.3 s'engager à indiquer, deux (2) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à soixante pour cent (60 %) au moins du prix au contrat, en VCC; et
 - 4.1.4.4 s'engager à indiquer, quatre (4) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à cent pour cent (100 %) au moins du prix au contrat, en VCC
- 4.1.5 Cinquième exigence : Le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT et s'y conformer.
- 4.1.6 Sixième exigence : la proposition doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 5 :
 - 4.1.6.1 les plans relatifs au genre et à la diversité;
 - 4.1.6.2 le plan d'affaires de l'entreprise;
 - 4.1.6.3 le plan de gestion des RIT;
 - 4.1.6.4 le plan de développement régional;

- 4.1.6.5 le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
- 4.1.6.6 les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif;
- 4.1.6.7 le certificat des exigences obligatoires signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe A; et
- 4.1.6.8 le certificat des critères cotés, tel qu'indiqué à l'annexe B, signé par un représentant dûment autorisé de l'entreprise.

5 ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES

5.1 Les sections suivantes précisent le contenu attendu dans chacune des composantes des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus à la section 4.1.6. La qualité des plans et les risques qu'ils comportent seront mesurés au cours de l'évaluation comme indiqué à la section 3.1 du plan d'évaluation.

5.1.1 Les plans relatif au genre et à la diversité du soumissionnaire ne sera évalué que pour confirmer qu'il est présent dans la proposition de valeur et il ne sera pas noté sur la qualité ou le risque dans le cadre de la valeur de l'évaluation finale des plans.

5.2 Les plans doivent apporter une réponse à l'ensemble des éléments demandés exposés ci-dessous. Les réponses doivent être détaillées, et au besoin, expliquer comment les éléments aideront le soumissionnaire à atteindre les objectifs du Canada en matière de RIT.

5.3 Chaque plan doit traiter, au besoin, de la manière dont le soumissionnaire aborde les secteurs de risque de suivants :

- 5.3.1 expérience (exercer des activités ailleurs);
- 5.3.2 capacité (savoir-faire et outils en place);
- 5.3.3 planification (organisé, proactif);
- 5.3.4 ressources (équipe, installations, information); et,
- 5.3.5 mobilisation (interaction avec les intervenants)

5.4 Plan relatif au genre et à la diversité

5.4.1 Le plan relatif au genre et à la diversité vise à montrer l'approche du soumissionnaire pour accroître la diversité en améliorant la proportion des groupes désignés comme cela est défini dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* au sein de la structure de la haute direction, au niveau opérationnel et au sein des chaînes d'approvisionnement d'une entreprise. Il est suggéré que le plan contienne de 2 à 10 pages.

5.4.2 Le plan relatif au genre et à la diversité peut comprendre, sans s’y limiter, les éléments suivants :

- 5.4.2.1 Toute déclaration publique que le soumissionnaire a publiée pour promouvoir la diversité, l’inclusion et l’égalité au sein de ses organisations;
- 5.4.2.2 L’une ou l’autre des politiques organisationnelles de tolérance zéro du soumissionnaire en matière de discrimination à l’égard des groupes désignés, telle que définie dans la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*;
- 5.4.2.3 Toute formation existante ou prévue par le soumissionnaire pour sensibiliser sa main-d’œuvre à la diversité et à l’inclusion;
- 5.4.2.4 Toute autre activité d’entreprise prévue par le soumissionnaire pour accroître ou promouvoir la diversité et l’inclusion au sein de son effectif;
- 5.4.2.5 Toute statistique disponible sur la proportion des groupes désignés employés dans l’entreprise du soumissionnaire au niveau de la haute direction et au niveau opérationnel;
- 5.4.2.6 La démarche adoptée par le soumissionnaire pour tenir compte du genre et de la diversité dans ses méthodes de sélection des fournisseurs, en tenant compte des entreprises qui sont principalement dirigées par des membres des groupes désignés au sens de la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*.

5.5 Plan d’affaires de l’entreprise

- 5.5.1 Le plan d’affaires de l’entreprise a pour but de faire la preuve de l’aptitude du soumissionnaire à constituer, planifier et décrire l’équipe qu’il propose pour réaliser les travaux du projet. Le plan doit également faire la preuve de l’aptitude du soumissionnaire et de son équipe à atteindre les objectifs en matière de RIT. Le plan d’affaires devrait compter de sept à dix (7-10) pages, selon la taille de l’équipe du soumissionnaire.
- 5.5.2 Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan d’affaires de l’entreprise du soumissionnaire :

- 5.5.2.1 une description de la structure, de la conduite et du rendement des opérations commerciales du soumissionnaire et de tous les donateurs admissibles proposés pour les travaux du projet;
- 5.5.2.2 une présentation détaillée du rôle suggéré de chaque entreprise dans les travaux du projet, l'emplacement prévu de ces travaux et le personnel clé qui sera chargé d'effectuer ceux-ci;
- 5.5.2.3 un organigramme de chaque entreprise qui présente ses opérations commerciales à l'échelle mondiale, et énonce clairement la structure, les relations entre les sociétés mères et les filiales et l'emplacement des principaux centres de responsabilité (c'est-à-dire le siège social, la fabrication, les centres de service, la R.-D. et le marketing);
- 5.5.2.4 la liste des installations canadiennes actuelles de chaque entreprise, qui comprend leur emplacement, leur date d'établissement, la nature de leurs activités, leur nombre d'employés et leur situation au sein de la structure de l'entreprise à l'échelle mondiale; et
- 5.5.2.5 la description des répercussions générales et à long terme des travaux sur l'économie canadienne et de la manière selon laquelle ceux-ci répondent aux objectifs en matière de RIT de la section 3.

5.6 Plan de gestion des RIT

- 5.6.1 Le but du plan de gestion des RIT consiste à faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à élaborer, mettre en œuvre et gérer ses obligations pour la durée complète de la période de réalisation et de rendre compte de celles-ci. C'est ici que le soumissionnaire énumère officiellement ses donateurs admissibles proposés. Le plan devrait compter entre six et huit (6-8) pages.
- 5.6.2 Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de gestion des RIT :
 - 5.6.2.1 la description des fonctions de gestion des RIT et de la structure pertinente que le soumissionnaire juge nécessaire pour respecter les obligations. Cette description doit comprendre un sommaire des méthodes, processus et procédures que le soumissionnaire emploiera pour déterminer et présenter les activités relatives aux RIT, ainsi que pour en assurer le suivi, en garder la trace et en rendre compte. Le sommaire devrait être présenté de manière suffisamment détaillée

pour faire la preuve que le soumissionnaire comprend pleinement les obligations;

- 5.6.2.2 le nom, les coordonnées et les renseignements biographiques du ou des responsables en matière de RIT du soumissionnaire et/ou la description des tâches des postes proposés;
- 5.6.2.3 l'explication des processus internes utilisés par le soumissionnaire pour l'organisation, la défense des intérêts et la sensibilisation en matière de RIT, que cela soit propre au projet ou de manière générale. Le soumissionnaire devrait inclure une description de la manière dont les considérations relatives aux RIT seront incorporées aux processus décisionnels plus larges de l'entreprise; la description devrait être accompagnée d'une présentation de la manière dont on rendra compte de ces décisions et on en assurera le suivi;
- 5.6.2.4 la description de toutes les activités de compensation, en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales (RIR), entreprises par le soumissionnaire au cours des dix (10) dernières années au Canada et à l'étranger, accompagnée d'un exposé concis sur l'état d'avancement de chaque projet; et
- 5.6.2.5 la liste des donateurs admissibles proposés du soumissionnaire et de leurs coordonnées, accompagnée de précisions et de documents expliquant comment chaque entreprise satisfait aux critères concernant les donateurs admissibles exposés dans les modalités relatives aux RIT.
 - Tous les donateurs admissibles proposés font l'objet d'un examen et de l'approbation de l'autorité des RIT au cours de l'évaluation. Seuls les donateurs admissibles proposés qui satisfont aux critères figureront sur la liste des donateurs admissibles dans le contrat. Toute transaction proposée pour laquelle un donateur ne satisfait pas aux critères relatifs aux donateurs admissibles sera refusée.

5.7 Plan de développement régional

- 5.7.1 Le but du plan de développement régional consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux

entreprises des régions désignées du Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept (5-7) pages.

5.7.2 Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement régional :

- 5.7.2.1 la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire dans les régions désignées du Canada dont le total se transformera en obligations à remplir au titre de l'article 3.1.3 des modalités relatives aux RIT. Le plan peut également indiquer toute cible plus élevée en matière d'engagement régional à laquelle le soumissionnaire est prêt à s'engager par voie de contrat;
- 5.7.2.2 la description par le soumissionnaire de la justification opérationnelle de cette approche régionale;
- 5.7.2.3 la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées entre les régions désignées du Canada;
- 5.7.2.4 la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation afin d'améliorer les débouchés existants pour les régions désignées du Canada; et
- 5.7.2.5 la description de la manière dont les considérations régionales sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire.

5.8 Plan de développement des petites et moyennes entreprises (PME)

- 5.8.1 Le but du plan de développement des petites et moyennes entreprises consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux PME au Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept (5-7) pages.
- 5.8.2 Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement des PME :
 - 5.8.2.1 L'élément le plus élevé entre la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire qui **impliquent des PME**

au Canada, dont le total (15 pour cent au moins) du prix au contrat, ou l'engagement du soumissionnaire à réaliser les transactions impliquant des PME sur le certificat des critères cotés (Annexe B), mesurées en VCC, (la valeur la plus élevée), deviendra une obligation à respecter au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT;

- 5.8.2.2 la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées à des PME;
- 5.8.2.3 la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation pour améliorer les débouchés existants pour les PME;
- 5.8.2.4 la description de la manière dont les considérations relatives aux petites et moyennes entreprises sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire; et
- 5.8.2.5 la description de toute initiative ou aide qui serait apportée aux PME (à l'échelle générale de l'entreprise ou dans le cadre précis du projet) dans le but de les stimuler et d'en faire la promotion à titre de fournisseurs éventuels du projet, mais aussi de développer leur capacité à chercher et mener de nouvelles activités commerciales. Par exemple, il peut s'agir de dispositions spéciales de paiement ou de financement.

5.9 Fiches détaillées des transactions

- 5.9.1 La proposition doit comprendre une fiche de transaction distincte et détaillée pour chaque transaction proposée par le soumissionnaire, et pour laquelle il est prêt à s'engager par voie de contrat. Un modèle de fiche de transaction est fourni en annexe B aux modalités relatives aux RIT.

5.9.2 Devises étrangères

- 5.9.2.1 Si la transaction est en devises étrangères, l'entrepreneur doit convertir la VCC totale de la transaction par l'application du taux quotidien publié par la Banque du Canada à midi à la date de commencement de la transaction (date de présentation à la banque, date de l'investissement, date de l'attribution du contrat de sous-traitance).

- 5.9.3 En plus des fiches de transaction, le soumissionnaire doit inclure un tableau récapitulatif de l'ensemble des transactions qu'il propose. Le tableau récapitulatif devrait indiquer clairement chaque transaction et fournir la ventilation des totaux partiels et pourcentages appropriés selon les catégories « directes », « indirectes », « régionales », « petites et moyennes entreprises » et « critères cotés ». Le tableau récapitulatif devrait décrire brièvement la manière dont chaque transaction proposée s'aligne avec les critères cotés pour compléter les détails qui figurent dans la fiche de transaction. Le soumissionnaire peut utiliser le format de son choix pour le tableau récapitulatif.
- 5.9.4 Le soumissionnaire devrait intégrer un plan de prévision pour les transactions attendues deux (2) et quatre (4) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le plan de prévision devrait contenir les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter : la liste des entreprises canadiennes prises en compte ou les capacités particulières recherchées auprès des fournisseurs canadiens.
- 5.9.5 Il est fortement recommandé au soumissionnaire de remplir entièrement chaque section de la fiche de transaction comme on le présente ci-dessous de sorte que la transaction proposée puisse être convenablement évaluée. Le soumissionnaire devrait également fournir des détails et des documents dans sa proposition, **comme il est indiqué**, à l'appui de l'admissibilité de la transaction. Le fait de ne pas décrire ou documenter convenablement la transaction proposée peut donner lieu à son rejet en raison du non-respect des critères d'admissibilité de la transaction.
- 5.9.6 Lors de la désignation d'une transaction aux fins de l'article 4.1.4.2, une feuille de transaction signée doit être présentée à l'autorité compétente en matière de RIT; elle doit désigner le donateur admissible et le bénéficiaire, décrire l'activité commerciale en détail, fournir des renseignements sur l'évaluation et respecter les instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que les modalités relatives aux RIT en ce qui concerne les critères d'admissibilité, l'évaluation, les types de transactions et la mise en banque.
- 5.9.7 Si le soumissionnaire présente, dans sa proposition, des transactions dont la valeur dépasse l'exigence minimale énoncée dans les instructions à l'intention du soumissionnaire :
- 5.9.7.1 aucun point supplémentaire ne sera inclus dans l'évaluation cotée en sus de ceux décrits dans le plan d'évaluation des RIT; et

5.9.7.2 la valeur de l'obligation figurant à l'article 3 des modalités sera augmentée pour correspondre à la valeur totale de ces transactions.

5.9.8 Instructions concernant les fiches de transaction :

5.9.8.1 Vue d'ensemble

- Titre et numéro de la transaction (*fournir un titre court qui désigne l'activité et, à des fins de référence, attribuer un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*).
- Date de soumission (*date de la proposition*).
- Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)

5.9.8.2 Coordonnées de l'entrepreneur (*renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet*)

5.9.8.3 Coordonnées du donateur (*renseignements concernant le donateur proposé pour le projet*).

5.9.8.4 Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire : *Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.*

5.9.8.5 Évaluation et échelonnement (*préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport*)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la VCC, comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les VCC de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la VCC seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

5.9.8.6 Détails des transactions

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)
- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)
- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*) :
 - Développement des sources d'approvisionnement (*oui ou non*);
 - Développement de sources d'approvisionnement **impliquant** des PME (*oui ou non*);
 - R-D dans les CIC définies (*oui ou non*); et
 - Développement des compétences et formation dans les CIC définies (*oui ou non*).
- Justification des classifications concernant la PV mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la PV*).
- Type d'activité (*c.-à-d. acquisition, investissement*)
- Code de classification de Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) indiquant la catégorie d'activité de l'entreprise (*entrer un code SCIAN primaire, secondaire et tertiaire*).
- Type d'activité commerciale (*choisir un type d'activité, le plus pertinent*).
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*c.-à-d. subvention en argent, achat d'actions au comptant, licence d'utilisation d'une marque ou marque de commerce, licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle, prêt d'un employé, transfert d'équipement, transfert de logiciels ou transfert de systèmes*)

- Type d'activité de R-D et de commercialisation (*c.-à-d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)
- Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)
- Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

5.9.8.7 Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

5.9.8.8 Critères d'admissibilité des transactions (*fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition*).

5.9.8.9 Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.*)
- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)
- Capacités industrielles clés (*sélectionner les CIC appropriées*).

5.9.8.10 Signature (un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé)

6 CRITÈRES COTÉS PAR POINTS

6.1 Proposition de valeur : le soumissionnaire devrait fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la **PV, et les transactions proposées**, qui seront cotés comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation. Le soumissionnaire devrait remplir et présenter le certificat des critères cotés par points (annexe B) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

- 6.1.1 La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions comportant le développement des sources d'approvisionnement avec des entreprises. L'engagement doit être exprimé en pourcentage du prix du contrat, y compris les options, et mesuré en VCC. Si le soumissionnaire se voit attribuer le contrat, cet engagement deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.
- 6.1.1.1 L'engagement du soumissionnaire à l'égard des transactions de développement des sources d'approvisionnement doit établir une distinction claire entre les transactions associées au développement de sources d'approvisionnement **impliquant des** PME et celles ne **impliquant pas des** PME. À défaut de bien marquer cette différence, le soumissionnaire pourrait se voir attribuer une note de zéro lors de l'évaluation.
- 6.1.1.2 La valeur totale de l'engagement du soumissionnaire **concernant le** développement des sources d'approvisionnement ne peut pas dépasser cent pour cent (100 %) du prix du contrat, **mesuré en VCC**.
- 6.1.1.3 La valeur totale de l'engagement du soumissionnaire **concernant le** développement des sources d'approvisionnement **impliquant des** PME ne doit pas dépasser cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat, **mesuré en VCC**.
- 6.1.1.4 Aucun point ne sera accordé pour l'engagement du soumissionnaire à l'égard du développement des sources d'approvisionnement dont la valeur est inférieure à quinze pour cent (15 %) ou supérieur à cent pour cent (100 %) du prix du contrat.
- 6.1.1.5 Aucun point ne sera accordé pour l'engagement du soumissionnaire à l'égard du développement des sources d'approvisionnement **impliquant des** PME dont le pourcentage est inférieur à quinze pour cent (15 %) ou supérieur à cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat.
- 6.1.1.6 Les soumissionnaires doivent indiquer, aux fins de l'évaluation des soumissions, leur engagement envers le développement des sources d'approvisionnement **impliquant des** PME qui dépassent le minimum obligatoire de quinze pour cent (15 %).

- 6.1.1.7 L'engagement du soumissionnaire concernant le développement des sources d'approvisionnement n'obtiendra des points que s'il indique ces transactions de développement des sources d'approvisionnement qui sont détaillées, entièrement décrites, correspondent au développement des sources d'approvisionnement, et qui sont égales ou supérieures à dix pour cent (10 %) de la valeur totale de leur engagement envers le développement des sources d'approvisionnement, mesuré en VCC. Les transactions indiquées doivent démontrer clairement dans quelle mesure le travail correspond avec la définition de développement des sources d'approvisionnement conformément aux modalités des RIT.
- 6.1.1.8 Les transactions indiquées dans la proposition qui correspondent au développement des sources d'approvisionnement deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.
- 6.1.2 La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions comportant la recherche et développement en ce qui a trait aux CIC de l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service ou les systèmes télépilotes et des technologies autonomes. L'engagement doit être exprimé en pourcentage du prix du contrat, y compris les options, et mesuré en VCC. Si le soumissionnaire se voit attribuer le contrat, cet engagement deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.
- 6.1.2.1 L'engagement du soumissionnaire concernant la recherche et développement ne doit pas dépasser vingt pour cent (20 %) du prix du contrat, mesuré en VCC. Aucun point ne sera accordé pour les engagements dépassant vingt pour cent (20 %) du prix du contrat, mesuré en VCC.
- 6.1.2.2 L'engagement du soumissionnaire concernant la recherche et développement n'obtiendra des points que s'il indique ces transactions de recherche et développement, entièrement décrites, correspondent de recherche et développement dans les CIC définies, et qui sont égales ou supérieures à dix pour cent (10 %) de la valeur totale de leur engagement envers la recherche et le développement, mesuré en VCC. Les transactions indiquées doivent démontrer clairement dans quelle mesure le travail correspond à la définition de R-D conformément aux modalités des RIT.

- 6.1.2.3 Si le soumissionnaire prend d'engagement concernant le R-D, il peut obtenir des points supplémentaires dans ce critère coté pour indiquer les transactions comportant du R-D dépassent les dix pour cent (10 %) obligatoires de l'engagement total en R-D, jusqu'à vingt pour cent (20 %), mesuré en VCC. Ces transactions doivent démontrer clairement comment le travail correspond à la définition de recherche et développement et des CIC définies, conformément aux modalités des RIT.
- 6.1.2.4 Les transactions indiquées dans la proposition qui correspondent à la recherche et développement deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.
- 6.1.3 La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions associées au développement des compétences et formation en ce qui a trait aux CIC de l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service ou les systèmes télépilotes et des technologies autonomes. L'engagement doit être exprimé en pourcentage du prix du contrat, y compris les options, et mesuré en VCC. Si le soumissionnaire se voit attribuer le contrat, cet engagement deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.
- 6.1.3.1 La valeur totale de l'engagement du soumissionnaire à l'égard du développement des compétences et formation ne doit pas dépasser cinq pour cent (5 %) du prix du contrat, mesuré en VCC. Aucun point ne sera accordé pour les engagements au-delà de cinq pour cent (5 %) du prix du contrat, mesurées en VCC.
- 6.1.3.2 L'engagement du soumissionnaire concernant le développement des compétences et formation n'obtiendra des points que s'il indique ces transactions de développement des compétences et formation qui sont détaillées, entièrement décrites, correspondent au développement des compétences et formation, et qui sont égales ou supérieures à dix pour cent (10 %) de la valeur totale de leur engagement envers le développement des compétences et formation, mesuré en VCC. Les transactions indiquées doivent démontrer clairement dans quelle mesure le travail correspond avec la définition de développement des compétences et formation conformément aux modalités des RIT.

- 6.1.3.3 Si le soumissionnaire prend d'engagement **concernant le développement des compétences et formation**, il peut obtenir des points supplémentaires dans ce critère coté pour **indiquer** les transactions comportant du développement des compétences **et formation** dépassent les dix pour cent (10 %) **obligatoires** de l'engagement total **concernant** de développement des compétences **et formation**, jusqu'à vingt pour cent (20 %), **mesuré en VCC**. Ces transactions doivent démontrer clairement comment le travail correspond à la définition de développement des compétences **et formation** conformément aux modalités des RIT.
- 6.1.3.4 Les transactions **indiquées dans la proposition** qui correspondent au développement des compétences **et formation** deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

7 MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

- 7.1 La mise en banque et les regroupements sont décrits dans les modalités relatives aux RIT. Le soumissionnaire peut utiliser des transactions mises en banque, ou une partie regroupée de ces dernières, dans le cadre de ses propositions relatives aux RIT.
- 7.1.1 Le soumissionnaire présentant une transaction mise en banque dans sa proposition devrait fournir ce qui suit : i) la copie de la fiche de la transaction mise en banque approuvée; ii) le relevé bancaire annuel le plus récent, autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.2 Le soumissionnaire présentant une partie regroupée d'une transaction mise en banque doit inclure le relevé bancaire le plus récent pour cette partie, autorisé par l'autorité compétente en matière de RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.3 Dans tous les cas, la valeur figurant sur le relevé bancaire sera celle utilisée lors du processus d'évaluation.
- 7.1.4 Une transaction regroupée, en tout ou partie, peut figurer dans la proposition relative aux RIT seulement si elle provient de la banque.
- 7.2 Si une transaction mise en banque est utilisée dans le cadre d'une proposition relative aux RIT, le comité d'évaluation considérera la transaction approuvée

pour s'être conformée aux critères d'admissibilité des transactions, exception faite du donateur admissible.

- 7.2.1 On évaluera la transaction mise en banque afin de déterminer si elle respecte les critères du projet relatifs au donateur admissible énoncés à l'article 8 des modalités.
- 7.3 L'acceptation d'une transaction mise en banque ne garantit pas de points de proposition de valeur. Toutes les transactions mises en banque seront évaluées aux fins du pointage de la proposition valeur comme le décrit le plan d'évaluation.
- 7.4 Le soumissionnaire peut présenter des transactions mises en banque de toute VCC dans sa proposition relative aux RIT. La VCC totale des transactions mises en banque présentées dans la proposition relative aux RIT se transformera en engagement à exécuter au titre de l'article 3 du contrat. Cependant, la VCC de toute transaction mise en banque supérieure à 50 pour cent (50%) du total de l'ensemble des transactions mentionnées dans la proposition relative aux RIT ne comptera pas dans l'évaluation.
- 7.5 Le soumissionnaire est invité à présenter les transactions mises en banque proposées à la banque des RIT bien en avance de la date de publication de la demande de proposition. Une transaction mise en banque, ou une portion de celle-ci, figurant dans la proposition pour laquelle la date du relevé bancaire autorisé est postérieure à la date de publication de la demande de proposition pour le projet ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des exigences obligatoires ou cotées. De plus, cette transaction ne deviendra pas une obligation à exécuter au titre du contrat.

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que par cette proposition relative aux RIT pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Engagement particulier au titre du contrat répertorié dans les modalités des RIT
1. s'engager à réaliser des transactions évaluées à au moins ____ pour cent du prix du contrat (<i>cent pour cent (100 %) ou le pourcentage représenté par le total de toutes les transactions indiquées, selon la valeur la plus élevée</i>), (y compris les options) mesurées en valeur de contenu canadien (VCC), à atteindre pendant la période de réalisation.	Article 3.1.1.
2. s'engager à réaliser au moins quinze pour cent (15 %) du prix du contrat en transactions, mesurées en VCC, de développement de sources d'approvisionnement impliquant des PME.	Article 3.1.2.1.1.
3. s'engager à réaliser au moins quatre-vingts pour cent (80 %) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions directes, mesurées en VCC.	Article 3.1.4.
4. Il precise le prix de son offre d'acquisition (avant taxes et arrondi au dollar le plus près) comme étant : _____ \$.	
4(a). indiquer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à trente pour cent (30 %) au moins du prix de la soumission mesuré en VCC;	
4(b). s'engager à indiquer, deux (2) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à soixante pour cent (60 %) au moins du prix au contrat, en VCC	Article 3.2.1.
4(c). s'engager à indiquer, quatre (4) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à cent pour cent (100 %) au moins du prix au contrat, en VCC	Article 3.2.2.
5. Il consent à l'ensemble des modalités des RIT du contrat	L'ensemble des articles et des annexes.

<p>6. Il a présenté les composantes obligatoires de la proposition suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan relatif au genre et à la diversité; • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires, dûment rempli, signé et daté; et • le certificat des critères cotés, tel qu'indiqué à l'annexe B, signé par un représentant dûment autorisé de l'entreprise. 	Annexe A
--	----------

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe B Certificat des critères cotés par points

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que, dans le cadre de la présente proposition relative à la *capacité C4ISR de la Force terrestre* des services de renseignements, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance, il prend les engagements suivants, en réponse aux critères cotés énoncés à la section 6 :

Critères cotés par points	Engagement du soumissionnaire au-delà des exigences minimum	Maximum de points pouvant être atteint pour un engagement au-delà des exigences minimales	Engagement au titre du contrat
1.1 Développement des sources d'approvisionnement		35	
Engagement à l'égard des transactions de développement des sources d'approvisionnement	%	25	Article 3.1.2.1.
Engagement à l'égard des transactions de développement des sources d'approvisionnement, impliquant des PME	%	10	Article 3.1.2.1.1.
<i>Les articles 3.1.2.1 et 3.1.2.1.1 comprendront la valeur en pourcentage de l'engagement ou des transactions définies, selon la valeur la plus élevée.</i>			
1.2 Recherche et développement		40	
Engagement à l'égard des transactions de Recherche et développement dans les CIC définies	%	30	Article 3.1.2.2.
Transactions indiquées qui dépassent l' indication minimale de 10 % (maximum 20 %)	%	10	
<i>L'article 3.1.2.2 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions indiquées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>			
1.3 Développement des compétences et formation		25	

Engagement à l'égard des transactions de développement des compétences et formation dans les CIC définies	%	15	Article 3.1.2.3.
Transactions indiquées qui dépassent l'indication minimale de 10 % (maximum 20 %)	%	10	
<i>L'article 3.1.2.3 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions indiquées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>			

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ
SIGNÉ CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR
DE L'ENTREPRISE DUMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Partie 7B

CAPACITÉ C4ISR de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance DE LA FORCE TERRESTRE (ISTAR)

SERVICES DE SOUTIEN

Retombées industrielles et technologiques (RIT)

Modalités et conditions

Retombées industrielles et technologiques – modèle de modalités

1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES.....	9
3.	ÉNONCÉ DES OBLIGATIONS.....	10
4.	RAPPORTS ANNUELS.....	13
5.	MODIFICATIONS AU PRIX DU CONTRAT.....	15
6.	DÉPASSEMENT D'ENGAGEMENTS.....	15
7.	TYPES DE TRANSACTIONS ET VALEUR DU CONTENU CANADIEN.....	15
8.	CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS.....	25
9.	VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC).....	28
11.	REGROUPEMENT.....	33
12.	MISE EN BANQUE.....	33
13.	COMMUNICATIONS AU PUBLIC.....	35
14.	GESTION DE L'INFORMATION.....	35
15.	MODIFICATION DES TRANSACTIONS.....	36
16.	ACCÈS AUX DOSSIERS ET VÉRIFICATION.....	37
17.	RÉSOLUTION DE CONFLITS.....	38
18.	RECOURS.....	39
19.	RESPONSABILITÉS DES PARTIES.....	44
20.	CONFORMITÉ À LA LOI SUR LE LOBBYING.....	44
21.	HONORAIRES CONDITIONNELS OU FRAIS DE CONCLUSION DE TRANSACTION.....	44
22.	LISTE DES DONATEURS ADMISSIBLES APPROUVÉS.....	44
	ANNEXE A : PROPOSITION DE VALEUR — ENGAGEMENTS, PLANS ET TRANSACTIONS.....	45
	ANNEXE B : MODÈLE — FICHE DE TRANSACTION.....	46
	ANNEXE C : MODÈLE – RAPPORT ANNUEL.....	47
	ANNEXE D : MODÈLE DE PLAN D'ACTIVITÉS DU CI.....	49
	ANNEXE E : CERTIFICAT DE CAUSALITÉ - RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT).....	51
	ANNEXE F : CERTIFICAT DE CONFORMITÉ.....	52
	ANNEXE G : CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE - RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT).....	53
	ANNEXE H : LISTE DE VÉRIFICATION DE L'EFFET D'ACCROISSEMENT.....	54
	ANNEXE I : CAPACITÉS INDUSTRIELLES CLÉS.....	56

1. DÉFINITIONS

- 1.1.** Aux fins de la présente annexe des modalités relatives aux retombées industrielles et technologiques (RIT) du contrat, les définitions suivantes s'appliquent. Les termes qui ne sont pas définis dans la présente annexe ont le sens qui leur est donné dans le contrat.
- 1.1.1.** « **Période de réalisation** » désigne la période commençant le 8 août 2020 et se terminant un (1) an après l'achèvement des travaux aux termes du présent contrat;
- 1.1.2.** « **Investissement admissible** » :
- lorsqu'il est question de contributions en espèces, un investissement admissible désigne un paiement à une entreprise canadienne ou l'achat d'actions ordinaires ou privilégiées sans contrôle d'une société canadienne. L'achat de débentures ou l'octroi d'un prêt remboursable ne constituent pas des investissements admissibles.
 - Pour les contributions en nature, un investissement admissible désigne : une licence de propriété intellectuelle (p. ex. autorisation d'utiliser du matériel visé par une licence à des fins commerciales); de l'équipement (p. ex. équipement, logiciels ou systèmes pour développer des produits ou services nouveaux ou améliorés); le transfert de connaissances (p. ex. prêt d'employés pouvant fournir un savoir-faire dans les domaines de la technique ou de la gestion); le soutien en matière de marketing et de vente (p. ex. prêt d'employés qui mèneront des activités de marketing ou de vente et communiqueront des renseignements sur le marché; une licence permettant d'utiliser une marque ou des marques de commerce).
- 1.1.3.** « **Entreprise canadienne** » désigne une entreprise commerciale qui est constituée en vertu des lois du Canada et qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
- 1.1.4.** « **Valeur du contenu canadien** » ou « **VCC** » a le sens qui lui est attribué à l'article 9 du présent document;
- 1.1.5.** « **Capital investi** » désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les entreprises cotées en bourse, elle équivaut au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, plus la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour

les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;

- 1.1.6.** « **Recherche concertée** » s'entend d'un entrepreneur ou d'un donateur admissible qui travaille avec un ou plusieurs établissements d'enseignement postsecondaire ou instituts de recherche publics et, dans le cas de transactions avec des consortiums, avec une entreprise canadienne, aux termes d'une entente écrite officielle, et qui partage la propriété intellectuelle, l'expertise technique ou scientifique, ou les équipements ou installations d'essai dans le but commun de produire des connaissances scientifiques ou intellectuelles pour le bien de toutes les parties;
- 1.1.7.** « **Activité de commercialisation** » signifie un processus grâce auquel une valeur économique est tirée de connaissances par la production et la vente de produits ou services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation sont les suivantes : planification commerciale, études de faisabilité liées au projet, détermination des besoins des clients, prospection de marchés et tests, recherche fondamentale et appliquée, développement expérimental, analyse de la rentabilité et financement, et publicité de lancement;
- 1.1.8.** le « **Engagement** » désigne les engagements précis de l'entrepreneur en lien avec ses activités, ses plans et ses transactions, tels qu'ils sont mentionnés à l'annexe A (Engagements en fonction de la proposition de valeur, plans et transactions);
- 1.1.9.** « **Valeur du contrat** » aux fins des engagements en matière de RIT, comprend le prix du contrat ainsi que toute option ou période d'option exercée, mais exclut les taxes applicables; et
- 1.1.10.** par « **Crédit** » désigne le montant, exprimé en VCC, qui est associé à une transaction, réalisée en totalité ou en partie, comme le confirme un avis écrit de l'autorité des RIT. Toutes les transactions sont assujetties à un processus annuel de production de rapports et de vérification avant l'octroi des crédits;
- 1.1.11.** Par « **régions désignées du Canada** » : on entend les régions suivantes qui ont été désignées par le gouvernement du Canada à des fins socioéconomiques : la région de l'Atlantique (provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick

et de la Nouvelle-Écosse); la région du Québec (province de Québec); la région du Nord de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au nord des districts de Nipissing et de Parry Sound, y compris ces deux districts); la région du Sud de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au sud des districts de Nipissing et de Parry Sound); la région de l'Ouest (provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique); la région du Nord (Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut);

- 1.1.12. « Transaction directe » :** s'entend d'une transaction qui est conclue pour des travaux aux termes du contrat, comme il est précisé à l'Annexe A – Énoncé des travaux et les activités connexes;
- 1.1.13. « Donateur admissible » :** désigne la société mère de l'entrepreneur, et ses filiales, divisions et subdivisions, ainsi que les fournisseurs de premier niveau de l'entrepreneur qui sont chargés de réaliser les travaux prévus, de même que leur société mère respective et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère. Se reporter au paragraphe 8.1.4.;
- 1.1.14. « Exportation » :** désigne la vente de biens et de services nationaux, produits, développés ou fabriqués au Canada et quittant le pays pour une destination à l'étranger;
- 1.1.15. « Transaction combinée » :** désigne une transaction directe qui compte plus d'un bénéficiaire. Les transactions combinées ne peuvent inclure que des activités comprenant l'achat de biens auprès de fournisseurs canadiens affichant des caractéristiques similaires en ce qui concerne les produits, la taille ou la région, la spécification du contenu régional et de petite ou moyenne entreprise (PME), et dont la VCC ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur totale de l'obligation décrite au paragraphe 3.1.1.;
- 1.1.16. « Autochtone » :** s'entend d'un membre des Premières nations, un Inuit ou un Métis, et a le sens qui lui est attribué dans la définition de « Peuples autochtones du Canada » à l'alinéa 35(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982*;
- 1.1.17. « Transaction indirecte » :** désigne une transaction conclue pour une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution l'Annexe A – Énoncé des travaux et les activités connexes;
- 1.1.18. « Évaluation pour contribution en nature » :** désigne un rapport d'évaluation, que l'autorité des RIT juge satisfaisant et qui est fourni par une partie qualifiée qui possède un titre professionnel lié à l'évaluation

d'entreprise ou à un domaine d'expertise similaire. Les rapports d'évaluation contiendront a) une déclaration de la partie qualifiée concernant sa compétence et sa conformité aux normes propres à son titre professionnel, b) une évaluation détaillée de la contribution en nature proposée, y compris les hypothèses à l'appui. L'autorité des RIT se réserve le droit de demander un rapport d'évaluation préparé par une tierce partie indépendante qui possède un titre professionnel lié à l'évaluation d'entreprise ou à un domaine d'expertise similaire. L'entrepreneur, ou un donateur admissible, assumera tous les coûts associés à l'obtention du rapport d'évaluation pour contribution en nature;

- 1.1.19. « Propriété intellectuelle » ou « PI » :** désigne les brevets, inventions, marques de commerce, articles protégés par le droit d'auteur, dessins industriels et secrets commerciaux, l'information technique et autres droits assimilables qui appartiennent à une entreprise ou dont elle a la jouissance par l'octroi d'une licence.
- 1.1.20. « Rapport annuel sur les RIT » :** signifie le rapport mentionné à l'article 4 de la présente annexe;
- 1.1.21. « Autorité des RIT » :** désigne le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique ou toute autre personne nommée par ce ministre pour agir en son nom. L'autorité des RIT est chargée d'évaluer, d'accepter, de contrôler, de vérifier et de créditer les RIT, ainsi que d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de RIT dans le cadre des présentes modalités;
- 1.1.22. « Capacités industrielles clés » ou « CIC » :** sont des domaines de technologie émergente ayant un potentiel de croissance rapide, des capacités industrielles établies au Canada et où la capacité nationale est essentielle à la sécurité nationale. Le maintien et la croissance de ces capacités industrielles souveraines aident à garantir que l'industrie canadienne peut fournir à nos militaires l'équipement et les services qu'ils ont besoin. Une liste des CCI est fournie à l'annexe J.
- 1.1.23. « Obligation » :** désigne chacune des obligations contractuelles que l'entrepreneur doit respecter, telles qu'elles sont énoncées à l'article 3, et qui sont collectivement appelées les obligations, y compris les options;
- 1.1.24. « Dépassement » :** désigne la différence positive entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et l'obligation;

- 1.1.25. « Plans »** : désigne les plans préparés par l'entrepreneur, c'est-à-dire le plan d'activités de l'entreprise, le plan de gestion des RIT, le plan de développement régional, le plan de développement des PME et le plan sur le genre et la diversité, tous datés du *xx* et portant le numéro de référence *xx* [de la proposition de l'entrepreneur];
- 1.1.26. « Établissement d'enseignement postsecondaire »** : désigne un établissement d'enseignement supérieur ou une autre entité organisationnelle au Canada qui est admissible à du financement d'au moins l'un des trois conseils subventionnaires fédéraux (le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ou les Instituts de recherche en santé du Canada). À titre d'information seulement : De l'information sur les conseils subventionnaires fédéraux se trouve sur le site Web du gouvernement du Canada : <https://science.gc.ca/site/science/fr/financement-interorganismes-recherche/politiques-lignes-directrices/choisir-bon-organisme-subventionnaire-federal>;
- 1.1.27. « Proposition »** : désigne la proposition faite par l'entrepreneur le *jour*, *mois*, *année* dont le numéro de référence est *xx*;
- 1.1.28. « Institut de recherche public »** désigne un organisme fédéral, provincial ou territorial au Canada qui participe à des activités de recherche, de formation en recherche et à des activités connexes au Canada; a comme objectif principal d'effectuer de la recherche, de mener des examens par les pairs et de diffuser les résultats au moyen de la publication, du transfert des technologies ou de la formation; est financé principalement par des ressources publiques et a des processus, des systèmes, des procédures et des contrôles pour assurer l'atteinte des objectifs publics;
- 1.1.29. « Bénéficiaire »** désigne l'entreprise ou l'organisation canadienne qui reçoit, de l'entrepreneur ou du donateur admissible, l'activité décrite dans une transaction;
- 1.1.30. « Période de rapport »** désigne chacune des périodes de douze (12) mois, à l'intérieur de la période de réalisation, sur lesquelles porteront les rapports de l'entrepreneur. Nonobstant ce qui précède, la première période de rapport peut comprendre plus de douze (12) mois dans le sens où elle commence le premier jour de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois suivant la date d'attribution du contrat. Les périodes de rapport subséquentes (p. ex. la période 2) suivront par augmentations annuelles consécutives, jusqu'à la fin de la période de réalisation;

- 1.1.31. « Activité de recherche et développement »** ou « **R-D** » désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux produits et services, de nouveaux intrants à la production, de nouvelles méthodes de production de biens et de services ou de nouveaux moyens d'exploiter et de gérer des organisations. Les activités propres à la R-D comprennent ce qui suit : analyses, mesures ou essais normalisés; rapports d'analyse, de mesure et d'essai; projets de développement d'une méthode d'analyse thermomécanique particulière; conception ou génie concernant des produits et processus; projets de développement de technologies, produits ou procédés adaptés; études de faisabilité et évaluations connexes; de projets de recherche appliquée pour de nouveaux concepts de produits, de nouvelles plateformes technologiques et des analyses, mesures ou essais nouveaux; recherche scientifique fondamentale pour mieux comprendre un phénomène nouveau; recherche visant à faire avancer les connaissances scientifiques avec ou sans application pratique en vue; soutien au génie, à la conception, à la recherche sur les opérations, à l'analyse mathématique, à la programmation informatique, à la collecte de données, aux essais ou à la recherche. Pour ce contrat, les activités en matière de R-D doivent correspondre aux capacités industrielles clés de l'intelligence artificielle, de la cyberrésilience, de l'intégration des systèmes de défense, du soutien en service ou des systèmes télépilotes et des technologies autonomes;
- 1.1.32. « Perfectionnement des compétences en recherche »** désigne les connaissances et l'expertise acquises par les étudiants dans le cadre d'une recherche menée dans un établissement d'enseignement postsecondaire ou d'une recherche concertée dirigée ou supervisée par un membre du corps enseignant au Canada;
- 1.1.33. « Produits semi-transformés »** désignent les produits qui sont transformés à partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;
- 1.1.34. « Insuffisance »** désigne la différence négative entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et l'obligation;
- 1.1.35. « Développement des compétences et formation »** une activité visant à améliorer les compétences et la capacité de formation de la main-d'œuvre canadienne ou à combler une lacune dans ce domaine au moyen d'une contribution en espèces ou en nature (p. ex. équipement ou transfert de connaissances). Pour ce contrat, les activités en matière de développement des compétences et de formation correspondent aux

capacités industrielles clés de l'intelligence artificielle, de la cyberrésilience, de l'intégration des systèmes de défense, du soutien en service ou des systèmes télépilotes et des technologies autonomes;

1.1.36. « Petite ou moyenne entreprise » ou « PME » désigne une société canadienne comptant moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une transaction. Ni (i) les agents ou distributeurs de biens et services étrangers, ni (ii) les filiales de l'entrepreneur ou les filiales d'un donateur admissible dans le cadre d'un contrat ne sont considérés comme des PME;

1.1.37. « Développement des sources d'approvisionnement » : s'entend du fait que l'entrepreneur ou un donateur admissible conclut des transactions avec des sociétés canadiennes qui ne sont ni (i) des agents ou des distributeurs de biens et services étrangers ni (ii) des filiales de l'entrepreneur ou d'un donateur admissible;

1.1.38. « Fournisseur de premier niveau » : désigne une entreprise qui prend en charge une part précise des travaux de l'entrepreneur principal visés par le présent contrat, pour produire ou fournir des sous-ensembles majeurs ou des composants principaux installés ou utilisés dans la plateforme ou le système desservis dans le cadre du présent contrat;

1.1.39. « Transaction » : désigne une activité commerciale ou d'affaires impliquant l'entrepreneur ou un donateur admissible et un bénéficiaire, qui est mise en œuvre au moyen d'un contrat, d'un contrat de vente, d'un contrat de licence, d'une lettre d'entente ou d'un autre document écrit semblable et qui a une valeur pécuniaire déterminée;

1.1.40. « Proposition de valeur » ou « PV » désigne la partie des engagements et des transactions qui, en même temps que toute autre information, est intégrée à la proposition au moment de la soumission; et,

1.1.41. « mandat de produit mondial » signifie un achat de biens ou de services auprès d'une entreprise canadienne qui entretient une relation d'approvisionnement à long terme avec un entrepreneur ou un donateur admissible, aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener des activités précises et en assume l'entière responsabilité, ces activités comprenant la conception, le développement, la fabrication et la commercialisation liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international.

2. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES

2.1. Le Canada a la responsabilité de mettre en place des programmes et des politiques qui garantissent que ses investissements importants dans les biens et services liés à la défense génèrent des avantages économiques à long terme et de grande valeur pour l'industrie canadienne et encouragent la croissance de l'industrie dans les technologies émergentes, les capacités établies et concurrentielles à l'échelle mondiale et la capacité intérieure liée aux questions de sécurité nationale. Les objectifs de la Politique des Retombées industrielles et technologiques du Canada sont les suivants :

- 2.1.1.** le développement économique du secteur canadien de la défense et son soutien prolongé, grâce à l'optimisation des occasions d'affaires au Canada qui impliquent de travailler directement à l'approvisionnement et, plus largement, de travailler dans le secteur de la défense;
- 2.1.2.** l'augmentation de la productivité et de la compétitivité chez les fournisseurs établis au Canada, grâce à la création d'authentiques occasions de croissance et d'intégration dans la chaîne d'approvisionnement des grands fournisseurs de systèmes à l'échelle mondiale;
- 2.1.3.** le renforcement de l'innovation et de la R-D en territoire canadien, de manière à permettre à nos entreprises de mieux se positionner dans la chaîne de valeur, de saisir des occasions d'affaires et de profiter de possibilités ultérieures de commercialisation;
- 2.1.4.** la réussite d'entreprises canadiennes dans les marchés d'exportation conventionnels et non conventionnels ouverts grâce aux projets, en vue d'une création d'emplois et d'une croissance à long terme;
- 2.1.5.** le développement, la croissance et le maintien d'une main-d'œuvre canadienne diversifiée, talentueuse et innovatrice;
- 2.1.6.** la promotion de la participation des entreprises canadiennes dans les régions désignées du Canada, en vue d'une amélioration à long terme de leur capacité, de leur compétitivité internationale et de leur potentiel de croissance; et,
- 2.1.7.** la promotion de la participation des PME canadiennes comme fournisseurs pour les gros achats fédéraux et l'augmentation de leur compétitivité et de leur accès aux marchés d'exportation.

3. ÉNONCÉ DES OBLIGATIONS

3.1. À la fin de la période de réalisation, l'entrepreneur :

- 3.1.1.** Aura atteint au moins 100 p. 100 de la valeur du contrat *[ou la valeur totale de son engagement dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux montants étant retenu]*, y compris les options, sous forme de transactions mesurées en VCC, comme le précise l'annexe A (Proposition de valeur – Engagements, plans et transactions), qui est mise à jour de temps à autre.
- 3.1.2.** Se sera acquitté des engagements prévus dans la proposition de valeur.
- 3.1.2.1.** réaliser au moins *[nombre]* pour cent (xx%) de la valeur du contrat *[à insérer selon la proposition de l'entrepreneur]*, sous forme de transactions comportant le développement des sources d'approvisionnement, mesurées en VCC;
- 3.1.2.2.1.** réaliser au moins *[nombre]* pour cent (xx%) du prix du contrat, y compris les options, *[à insérer selon la proposition de l'entrepreneur]* au moins quinze pour cent (15%) du prix du contrat en transactions, mesurées en VCC, de développement de sources d'approvisionnement concernant des PME;
- 3.1.2.2.** réaliser au moins *[nombre]* pour cent (xx%) du prix de contrat, y compris les options, *[à insérer selon la proposition de l'entrepreneur]* sous forme de transactions comportant le développement des sources d'approvisionnement, mesurées en VCC dans l'une ou l'autre des CIC suivantes : l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service, et les systèmes télépilotes et technologies autonomes;
- 3.1.2.3.** réaliser au moins *[nombre]* pour cent (xx%) du prix du contrat, y compris les options, *[à insérer selon la proposition de l'entrepreneur]* sous forme de transactions liées à l'amélioration des compétences et à la formation dans l'une ou l'autre des CIC suivantes : l'intelligence artificielle, la cyberrésilience, l'intégration des systèmes de défense, le soutien en service, et les systèmes télépilotes et technologies autonomes;
- 3.1.3.** réaliser des transactions dans les régions désignées du Canada, tel qu'il est indiqué à l'annexe A (Proposition de valeur – Engagements, plans et transactions) et ne représentant pas moins que ce qui suit :

[Remarque : Les valeurs mentionnées ci-dessous varient en fonction de la VCC des transactions indiquées dans la proposition de PV.]

Réaliser des transactions dans les régions désignées du Canada

- 3.1.3.1. Région de l'Atlantique : *[valeur]* \$;
 - 3.1.3.2. Région du Québec : *[valeur]* \$;
 - 3.1.3.3. Région du Nord de l'Ontario : *[valeur]* \$;
 - 3.1.3.4. Région du Sud de l'Ontario : *[valeur]* \$;
 - 3.1.3.5. Région de l'Ouest : *[valeur]* \$; et
 - 3.1.3.6. Région du Nord : *[valeur]* \$.
- 3.1.4. à la fin de la période de réalisation, obtenir un crédit correspondant à au moins quatre-vingt-quinze p. cent (80%) *[ou la VCC des transactions mentionnée dans la proposition, le plus élevé des deux montants étant retenu]* de la valeur des obligations RIT, y compris les options, en VCC sous forme de transactions directes.
- 3.1.5. Exécuter chaque transaction telle qu'elle est énoncée dans la liste des transactions jointe à l'annexe A (Engagements en fonction de la proposition de valeur, plans et transactions), telle qu'elle est modifiée de temps à autre.
- 3.1.6. Obtenir des crédits évalués à au moins 50 p. 100 (50%) de la valeur du contrat un an avant la fin de la période de réalisation 4.
- 3.1.7. L'entrepreneur doit présenter à l'autorité des RIT des rapports annuels décrivant les résultats obtenus au cours de chaque période de rapport, comme suit :
- 3.1.7.1. ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période de rapport;
 - 3.1.7.2. l'entrepreneur doit utiliser le format et le modèle électronique fournis par l'autorité des RIT, comme décrits à l'article 4; et
 - 3.1.7.3. à titre de preuve de l'exécution des obligations et du respect de la *Loi sur le lobbying*, un certificat de conformité, selon le modèle joint à l'annexe F (Certificat de conformité) de la présente annexe, signé par un cadre supérieur de l'entreprise ayant le pouvoir d'engager l'entrepreneur. De plus, l'entrepreneur doit fournir des certificats de conformité signés par chaque donateur admissible.

3.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIT les nouvelles transactions proposées dans les délais suivants :

3.2.1. dans les deux (2) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 60 p. 100 (60 %) de la valeur du contrat, mesurée en VCC, y compris les options levées;

3.2.2. dans les quatre (4) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 100 p. 100 (100 %) de la valeur du contrat, mesurée en VCC, y compris les options levées.

4. RAPPORTS ANNUELS

4.1. L'entrepreneur doit soumettre les rapports annuels des RIT à l'autorité des RIT. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période annuelle de rapport. Chaque rapport annuel doit comporter cinq parties (parties A à E), comme il est indiqué ci-dessous. L'entrepreneur doit fournir le rapport annuel sur les RIT à l'autorité des RIT dans le format défini par cette dernière.

4.1.1. La partie A doit comprendre :

4.1.1.1. un aperçu et l'état des travaux du projet

- vue d'ensemble des travaux réalisés au cours de l'année précédente, de leurs points saillants et des modifications apportées à l'échéancier

4.1.1.2. les acomptes versés:

- Liste des demandes d'acomptes présentées à l'autorité contractante pour les travaux terminés depuis l'entrée en vigueur du contrat (ventilée par période de rapport et incluant le montant, la date de soumission et l'état des paiements)

4.1.1.3. les plans:

- description de toute modification apportée aux plans, y compris à l'échelle des dirigeants de l'entreprise qui sont chargés de la gestion de l'obligation.

4.1.1.4. un aperçu de la proposition de valeur :

- une description détaillée de chacun des engagements de l'entrepreneur en matière de proposition de valeur,

activités connexes réalisées durant la période couverte
par le rapport et sommaire cumulatif de l'état des travaux
pour chaque engagement

4.1.2. La partie B doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.2.1.** une mise à jour sur toute modification apportée aux détails de la transaction, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise destinataire;
- 4.1.2.2.** une description des réalisations et activités importantes, particulièrement pour les transactions auxquelles des multiplicateurs ont été appliqués; et,
- 4.1.2.3.** une description de tout retard ou problème ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes.

4.1.3. La partie C doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.3.1.** la VCC de la réalisation demandée pour la période de rapport en cours.

4.1.4. La partie D doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.4.1.** la VCC de la réalisation demandée à ce jour dans toutes les périodes de rapport depuis le début de la période de réalisation.

4.1.5. La partie E doit comprendre :

- 4.1.5.1.** les activités de développement des petites et moyennes entreprises et des régions :
 - Aperçu des activités entamées pendant la période de rapport et de leurs points saillants;
- 4.1.5.2.** les transactions annulées, ajoutées ou modifiées :
 - Une liste des transactions qui ont été annulées, ajoutées ou substantiellement modifiées au cours de la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RIT;
- 4.1.5.3.** un certificat de conformité, selon le modèle joint à l'annexe F (Certificat de conformité) de la présente annexe, signé par un cadre supérieur de l'entreprise ayant le pouvoir d'engager l'entrepreneur, en tant que preuve de l'exécution

des obligations et du respect de la *Loi sur le lobbying*. De plus, l'entrepreneur doit fournir des certificats de conformité signés par chaque donateur admissible.

5. MODIFICATIONS AU PRIX DU CONTRAT

- 5.1.** En cas de diminution ou d'augmentation (p. ex. l'exercice d'options) du prix du contrat, les obligations de l'entrepreneur, aux termes **des paragraphes 3.1.1, 3.1.2, 3.1.4, 3.1.5, et 3.1.6**, sont soit diminuées, soit augmentées en conséquence.
- 5.2.** Si la valeur du contrat augmente après la quatrième (4) année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur soumettra à l'autorité des RIT des transactions équivalant à 100 p. 100 de l'augmentation, mesurée en VCC, dans l'année suivant la date de l'augmentation.

6. DÉPASSEMENT D'ENGAGEMENTS

- 6.1.** Pour toute transaction donnée, l'entrepreneur peut obtenir des crédits supérieurs à la valeur d'origine de la transaction. Lorsque cet excédent de crédit se produit, il peut être appliqué aux transactions qui n'ont pas encore atteint leur valeur initiale ou qui ont été utilisées pour atteindre les paliers mentionnés à l'article 3, à condition que les engagements pertinents régionaux, les engagements envers les PME et les engagements pris dans la proposition de valeur aient été respectés.

7. TYPES DE TRANSACTIONS ET VALEUR DU CONTENU CANADIEN

- 7.1.** Les transactions peuvent être directes ou indirectes et peuvent comprendre la fabrication de biens par une société canadienne, l'achat de biens ou de services d'une société canadienne, des subventions et des dons ou des investissements admissibles. Les types de transactions énumérés ci-dessous sont ceux qui ont des exigences particulières ou auxquels des multiplicateurs ont été appliqués. Cette liste des types de transactions possibles n'est pas exhaustive.
 - 7.1.1.** Ces transactions sont mesurées en VCC conformément à l'article 9.
 - 7.1.2.** Lorsqu'une transaction indirecte implique un mandat de produit mondial et que la VCC du produit est vérifiée comme étant égale ou supérieure à 70 p. 100, la VCC est réputée être égale à 100 p. 100 aux fins de production de rapports et de vérification.
- 7.2.** Transactions liées aux petites et moyennes entreprises
 - 7.2.1.** Évaluation aux fins du crédit
 - 7.2.1.1.** Il s'agit de transactions dont une PME est le bénéficiaire; le

produit ou le service de la PME comporte une VCC d'au moins 70 p. 100 et les crédits correspondants sont octroyés de la manière suivante :

7.2.1.1.1. la partie de la VCC de la transaction qui est égale ou inférieure à un million de dollars (1 000 000 \$) sera réputée avoir 100 p. 100 de VCC aux fins de production de rapports et de vérification; et,

7.2.1.1.2. Pour toute partie de la VCC de la transaction qui dépasse un million de dollars (1 000 000 \$), on utilise la VCC réelle établie selon la formule de l'article 9.

7.3. Transaction de cybercertification

7.3.1. Un crédit sera appliqué à une transaction de cybercertification pour la valeur de la contribution, si elle implique :

7.3.1.1. Une contribution à la cybercertification d'une entreprise canadienne accordée par un fournisseur gouvernemental ou non gouvernemental qui fournit une cybercertification reconnue à l'échelle nationale, internationale, provinciale ou territoriale, afin de permettre aux entreprises canadiennes d'avoir un meilleur accès aux possibilités au Canada et à l'étranger.

7.3.2. Évaluation aux fins du crédit

7.3.2.1. la valeur sera la contribution en espèces d'un entrepreneur ou d'un donateur admissible à un bénéficiaire;

7.4. Transactions liées au développement des compétences et à la formation

7.4.1. Un crédit sera appliqué à une transaction liée au développement des compétences et à la formation pour la valeur de la contribution en espèces ou en nature, si la transaction implique :

7.4.1.1. des dons d'équipement ou de ressources destinés au développement des compétences ou à la formation à leur valeur marchande actuelle (p. ex. ordinateurs ou logiciels);

7.4.1.2. le taux de rémunération horaire associé au transfert de connaissances ou de technologie (p. ex. le taux de

rémunération horaire d'un employé prêté pour l'enseignement ou la formation);

- 7.4.1.3. les salaires des étudiants pour l'apprentissage intégré au travail (p. ex. l'éducation coopérative et les placements professionnels);
 - 7.4.1.4. Les frais de parrainage des apprentis inscrits à un programme d'apprentissage reconnu à l'échelle nationale, provinciale ou territoriale afin d'obtenir la formation nécessaire pour terminer un programme d'apprentissage;
 - 7.4.1.5. une contribution à l'accréditation personnelle d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent du Canada (au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*) accordée par une association professionnelle ou un organisme représentatif d'une profession particulière reconnu à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale (à défaut d'association canadienne équivalente);
 - 7.4.1.6. une contribution à des programmes de développement des compétences, y compris une contribution à un organisme de bienfaisance enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada ou à un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou dans la province ou le territoire où il exerce ses activités, pour des travaux liés au développement des compétences et à la formation (p. ex. des camps de vacances en sciences, technologie, ingénierie ou mathématiques); ou,
 - 7.4.1.7. les frais d'études, y compris les frais de scolarité ou de cours, et les frais de déplacement engagés au Canada et couverts par l'entrepreneur ou le donateur admissible pour fournir aux employés des compétences nouvelles ou améliorées qui sont manifestement différentes, améliorées ou élargies par rapport aux compétences actuelles des employés et qui amélioreront leur carrière ou leur potentiel professionnel.
- 7.4.2. Un multiplicateur de cinq (5) s'applique au crédit si la transaction comprend une contribution au développement des compétences et à la formation à l'intention des Autochtones ou aux établissements d'enseignement ou de formation qui sont dirigés ou exploités en majorité par des Autochtones.

7.4.3. Un multiplicateur de cinq (5) peut s'appliquer au crédit découlant d'une transaction si elle comprend une contribution au développement des compétences en recherche conformément au paragraphe 7.5.1 ou 7.6.1.

7.4.4. Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :

7.4.4.1. toute contribution versée directement à l'entrepreneur ou au donateur admissible par tout ordre de gouvernement pour couvrir le coût total ou partiel de l'activité de développement des compétences et de formation; et,

7.4.4.2. la valeur d'une contribution en nature qui comprend une licence de propriété intellectuelle.

7.4.5. Évaluation aux fins du crédit

7.4.5.1. la valeur initiale sera la contribution en espèces d'un entrepreneur ou d'un donateur admissible à un bénéficiaire; et,

7.4.5.2. la valeur de toute contribution en nature serait ensuite ajoutée.

7.5. Transactions en R-D

7.5.1. Un multiplicateur de cinq (5) s'appliquera au crédit découlant d'une transaction en recherche et développement si la transaction comprend :

7.5.1.1. une contribution en espèces à un établissement d'enseignement postsecondaire pour la recherche, à la création de chaires de recherche ou au financement de la recherche concertée avec un établissement d'enseignement postsecondaire ou un institut de recherche public.

7.5.2. Avant l'approbation de la transaction, l'autorité des RIT peut, à sa discrétion, demander aux entrepreneurs de lui soumettre une copie de l'entente écrite officielle de recherche concertée concernant les rôles et responsabilités des parties.

7.5.3. Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :

7.5.3.1. a valeur d'une contribution en nature qui comprend une licence de propriété intellectuelle.

7.5.4. Évaluation aux fins du crédit

- 7.5.4.1.** on calcule la valeur initiale sur la base des contributions en espèces;
- 7.5.4.2.** une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée par cinq (5); et,
- 7.5.4.3.** La valeur de toute contribution en nature est ensuite ajoutée en fonction de l'évaluation pour contribution en nature.

7.6. Transactions avec des consortiums

7.6.1. Un multiplicateur de cinq (5) sera appliqué au crédit découlant d'un investissement admissible dans un consortium, si les critères d'adhésion suivants sont respectés :

- 7.6.1.1.** que l'entrepreneur ou un donateur admissible puisse y participer;
- 7.6.1.2.** qu'au moins une (1) entreprise canadienne puisse en être bénéficiaire;
- 7.6.1.3.** qu'au moins un (1) établissement d'enseignement postsecondaire ou un institut de recherche public puisse en être bénéficiaire.

7.6.2. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit démontrer comment sa contribution a contribué à celle des autres membres du consortium.

7.6.3. Avant l'approbation de la transaction, l'autorité des RIT peut, à sa discrétion, demander aux entrepreneurs de lui soumettre une copie de l'entente écrite officielle du consortium concernant les rôles et responsabilités des parties.

7.6.4. Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :

- 7.6.4.1.** les contributions versées au consortium par des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics; et,
- 7.6.4.2.** les contributions directes versées au consortium par tous les ordres de gouvernement.

7.6.5. Évaluation aux fins du crédit

- 7.6.5.1.** On calcule la valeur initiale, soit la somme de la valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium et la valeur combinée des contributions en espèces de tous les autres membres du consortium, jusqu'à concurrence du montant de la contribution de l'entrepreneur ou d'un donateur admissible, manifestement obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium.
- 7.6.5.2.** Une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée par cinq (5); et,
- 7.6.5.3.** La valeur de toute contribution en nature est ensuite ajoutée en fonction de l'évaluation pour contribution en nature.

7.6.6. Autres critères relatifs au consortium

- 7.6.6.1.** Les investissements combinés totaux d'entreprises autres que canadiennes ne peuvent dépasser 50 p. 100 de l'investissement total versé dans le consortium.
- 7.6.6.2.** Si un donateur admissible participe au même consortium que l'entrepreneur, des feuilles de transaction distinctes décrivant la participation de l'entrepreneur et celle du donateur dans le consortium doivent être présentées.
- 7.6.6.3.** L'entrepreneur et le donateur admissible ne peuvent demander que les crédits associés aux contributions qu'ils ont faites ou mises à profit dans le consortium.

7.7. Transactions du cadre d'investissement (CI)

- 7.7.1.** A Une transaction peut comprendre une transaction du cadre d'investissement, qui est une contribution à long terme liée à l'innovation versée directement à une PME canadienne. Les transactions du cadre d'investissement doivent se conformer aux critères suivants :
- il existe un lien manifeste avec les activités de R-D, les activités de commercialisation ou les deux au Canada;
 - le bénéficiaire est une PME;
 - le donateur et le bénéficiaire admissibles ne peuvent pas être la même entreprise;
 - les critères d'admissibilité des transactions énoncés à l'article 8 sont respectés;

- être un investissement admissible;
- les transactions sont d'une durée d'au moins cinq (5) années consécutives, à partir de la date à laquelle l'investissement est effectué;
- un plan d'activités a été soumis à l'autorité des RIT, selon le format figurant à l'annexe D (Modèle – Plan d'activités du cadre d'investissement).

7.7.2. Évaluation aux fins du crédit

- 7.7.2.1.** Les contributions versées en espèces seront évaluées en fonction du montant réel des sommes investies. Les investissements en nature feront l'objet d'une évaluation pour contribution en nature.
- 7.7.2.2.** Les multiplicateurs de crédit suivants s'appliqueront à la valeur de la contribution :
- contribution financière pour des activités de RD ou licence de propriété intellectuelle (PI) : multiple de neuf (9);
 - contribution financière pour l'achat d'équipement ou contribution non financière sous forme de transfert : multiple de sept (7);
 - contribution non financière sous forme de transfert de connaissances ou de soutien aux ventes ou au marketing : multiple de quatre (4).
- 7.7.2.3.** Le montant total des crédits associés aux transactions du CI ne peut dépasser 25 p. 100 de la valeur totale de l'obligation, comme le précise le paragraphe 3.1.1.

7.7.3. Échéancier d'octroi des crédits

- 7.7.3.1.** 50 p. 100 immédiatement, une fois l'investissement admissible effectué conformément au plan d'activités, puis signalé à l'autorité des RIT et vérifié par cette dernière. Les 50 p. 100 restants des crédits seront répartis sur les années restantes de la transaction, au fur et à mesure de la réalisation du travail de production du rapport annuel.
- 7.7.3.2.** Pour que les crédits soient octroyés annuellement, l'investissement doit profiter à la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et doit être utilisé aux fins décrites dans le plan d'activités.

7.8. Transactions avec des fonds de capital de risque (FCR)

7.8.1. Les transactions avec FCR interviennent quand un entrepreneur ou un donateur admissible investit dans un fonds de capital de risque pour aider à la croissance de PME canadiennes telles qu'elles sont définies au paragraphe 1.1.36.

7.8.2. Critères à respecter

7.8.2.1. Seuls les investissements versés aux PME canadiennes qui s'occupent du développement, de la fabrication ou de la commercialisation de produits ou de services de technologie de pointe pourront être admissibles au crédit de RIT.

7.8.2.2. Dans le cadre de l'évaluation initiale de la transaction, l'entrepreneur ou le donateur admissible doit fournir à l'autorité des RIT les renseignements concernant la composition du FCR en ce qui a trait à la participation de PME canadiennes.

7.8.2.3. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit également s'engager à ce qu'un pourcentage précis de son investissement soit versé aux PME canadiennes. Ce pourcentage constituera la VCC de la transaction.

7.8.3. Évaluation aux fins du crédit

7.8.3.1. La valeur initiale sera la somme de la VCC des contributions en espèces de l'entrepreneur ou du donateur admissible au FCR.

7.8.3.2. Une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée par cinq (5).

7.8.3.3. Cinquante pour cent (50%) de cette valeur sera attribuée en crédit une fois l'investissement de l'entrepreneur ou du donateur admissible déposé dans le FCR.

7.8.3.4. Les entrepreneurs ou les donateurs admissibles doivent présenter leurs réclamations une fois par année dans le cadre de leurs rapports annuels des RIT.

7.8.3.5. Le cinquante pour cent (50%) de crédits qui reste sera réparti sur toute la durée de la transaction, à mesure que des

fonds seront versés aux entreprises bénéficiaires et que les exigences en matière de rapport annuel seront respectées.

7.8.3.6. Le crédit maximal après multiplication, pour ce type d'investissement, ne peut dépasser 5% de la valeur de l'obligation énoncée au paragraphe 3.1.1.

7.8.4. Ce qui suit ne sera pas admissible au crédit de RIT:

7.8.4.1. Lorsqu'une entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RIT n'accordera aucun autre crédit pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.

7.9. Investissements liés aux RIT pour les ventes futures

7.9.1. Les transactions peuvent prendre la forme d'un investissement admissible dans une société canadienne à des fins commerciales, y compris la recherche, la conception, le développement, la vente ou le soutien de produits ou de services.

7.9.2. La pleine VCC de toute transaction comportant un investissement admissible, y compris les crédits pour ventes futures et l'investissement initial font partie des obligations.

7.9.3. Évaluation aux fins du crédit

7.9.3.1. Les crédits sont basés sur la VCC des ventes futures réalisées par l'entreprise bénéficiaire de l'investissement admissible :

7.9.3.1.1 Les ventes futures admissibles se limitent aux travaux qui ne sont pas associés au présent contrat et aux travaux dont on ne tient pas compte dans le calcul des crédits pour Retombées industrielles et régionales ou pour tout autre contrat ou entente de RIT. Le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables par le ratio d'investissement admissible de l'entrepreneur dans l'entreprise bénéficiaire par rapport :

- à la capitalisation de celle-ci au moment de l'investissement (dans le cas de l'achat d'actions sans contrôle);
- au total combiné des contributions versées par toutes les parties intéressées (dans tous les autres cas).

- 7.9.3.2.** Pour un investissement admissible en espèces, l'entrepreneur pourrait se voir également octroyer un crédit pour le montant de l'investissement en soi, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de l'investissement initial admissible.
- 7.9.3.3.** Pour un investissement en nature admissible, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le coût raisonnable du transfert, comme déterminé par l'autorité des RIT, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de ce coût. Les frais de transfert raisonnables comprennent le coût des infrastructures nécessaires pour exploiter la technologie. Aucun crédit n'est octroyé au titre de la valeur de l'investissement admissible en nature.
- 7.9.3.4.** L'investissement admissible doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement des fonds dans l'entreprise. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la transaction sont immédiatement récupérés.
- 7.9.3.5.** Les investissements admissibles doivent être évalués pour déterminer s'ils :
- contribuent à la création d'une capacité qui n'existe pas encore au Canada;
 - permettent l'établissement de partenariats stratégiques avec des entreprises canadiennes qui contribuent à leur viabilité à long terme et à l'augmentation des ventes;
 - n'entraînent pas de surcapacité ou de fermetures d'entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes.
- 7.9.3.6.** Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins du crédit de RIT. Si l'investissement vise une

entreprise canadienne qui est insolvable ou qui fait ou a déjà fait usage des lois canadiennes sur la faillite ou l'insolvabilité ou de toute autre loi touchant les droits des créanciers, il peut être pris en compte aux fins des RIT.

8. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS

8.1. L'autorité des RIT analyse chaque transaction proposée au regard des critères d'admissibilité suivants :

8.1.1. Causalité – Chaque transaction doit être attribuable soit à l'entrepreneur, soit à un donateur admissible, et découler en partie d'une obligation en matière de RIT ou de Retombées industrielles et régionales actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une transaction que l'on aurait probablement conclue en l'absence présente ou future d'une telle obligation. La causalité peut être démontrée pour un projet précis ou, de façon plus vaste, pour les obligations globales d'une entreprise.

8.1.1.1. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit démontrer le lien de causalité en fournissant une déclaration détaillée à l'aide de l'espace prévu dans le modèle de fiche de transaction figurant à l'annexe B (Modèle – Fiche de transaction). L'énoncé doit décrire les étapes et les échéanciers de sa décision concernant une activité commerciale et montrer clairement le lien entre les étapes et la décision concernant cette activité commerciale et la politique canadienne sur les RIT.

8.1.1.2. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit aussi prouver la causalité, pour appuyer l'énoncé détaillé mentionné au paragraphe 8.1.1.1. Vous trouverez un modèle d'attestation à l'annexe E (Certificat de causalité).

8.1.2. Calendrier – Les transactions doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation.

8.1.2.1. Les transactions qui sont déterminées après la date d'entrée en vigueur du contrat ne doivent viser que des travaux effectués après la date de présentation de la transaction à l'autorité des RIT.

8.1.3. Effet d'accroissement – les transactions doivent porter sur de nouveaux travaux effectués au Canada.

- 8.1.3.1.** Si une transaction indirecte nécessite que l'entrepreneur ou le donateur admissible achète des produits ou services d'un fournisseur canadien actuel, la méthode incrémentielle de calcul des crédits s'applique, soit :
- Une moyenne triennale des achats précédents est calculée, en fonction des trois (3) années précédant immédiatement la date de présentation de la transaction à l'autorité des RIT;
 - Les crédits sont accordés uniquement pour les achats excédant la moyenne triennale, dans chacune des périodes de déclaration.
- 8.1.3.2.** La méthode incrémentielle de calcul décrite à l'article 8.1.3.1 ne s'applique pas lorsque le produit ou le service acheté dans le cadre de la transaction :
- Comprend une transaction directe;
 - Diffère considérablement de ce qui a été acheté auparavant;
 - Vise une autre utilisation (vente sur le marché, application, etc.), par rapport à ce qui avait été acheté auparavant;
 - Comprend un processus concurrentiel pour sélectionner de nouveau le fournisseur canadien.
- 8.1.3.3.** L'entrepreneur ou le donateur admissible démontre l'effet d'accroissement en produisant une déclaration à ce sujet pour chaque transaction indirecte proposée, à l'aide du document figurant à l'annexe H (Liste de vérification de l'effet d'accroissement). L'entrepreneur ou le donateur admissible doit fournir des preuves à l'appui de l'effet d'accroissement indiqué dans le document.
- 8.1.4. Donateur admissible** – Les transactions doivent être réalisées par l'entrepreneur ou un donateur admissible laquelle est indiquée et nommée dans le contrat.
- 8.1.4.1.** Un donateur admissible qui est une entreprise canadienne comptant moins de 500 employés doit attester qu'il comprend les obligations découlant du présent contrat et est en mesure de les assumer. Sa capacité dépend de facteurs comme la taille, les produits offerts, les conditions du marché, la propriété, les processus de gestion et le niveau de contenu canadien, etc. Un modèle d'attestation figure à l'annexe G (Certificat de donateur admissible). À sa discrétion, l'autorité des RIT peut demander à l'entrepreneur

ou au donateur admissible qui a signé le certificat de donateur admissible de soumettre des renseignements supplémentaires pour confirmer son statut.

- 8.1.4.2.** Pour tout projet de transaction présenté après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit démontrer clairement que l'entreprise canadienne a la capacité d'assumer des obligations de RIT aux termes du présent contrat, et il est possible que l'autorité des RIT cherche à obtenir des renseignements supplémentaires pour confirmer la capacité de l'entreprise canadienne.
- 8.1.4.3.** L'entrepreneur, pas les donateurs admissibles, est entièrement responsable, auprès du Canada, de toutes les obligations rattachées au présent contrat, même si elles sont confiées en sous-traitance à des donateurs admissibles.
- 8.1.4.4.** L'entrepreneur doit inclure dans le contrat de sous-traitance conclu avec chaque donateur admissible les consentements, les textes faisant autorité et les approbations nécessaires pour répondre à ses obligations aux termes des présentes modalités.
- 8.1.4.5.** Une liste des donateurs admissibles approuvés pour le contrat figure à l'article 22.

8.1.5. Autres critères d'admissibilité

- 8.1.5.1.** Bénéficiaire de la transaction : Une transaction ne comprend qu'un seul bénéficiaire, à moins qu'il ne s'agisse d'une transaction combinée. Aucun organisme gouvernemental ne peut être bénéficiaire d'une transaction, sauf les instituts de recherche publics.
- 8.1.5.2.** Degré d'avancement : Les transactions indirectes doivent comprendre un degré d'avancement technologique au moins aussi élevé que celui du projet et donner lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe.
- 8.1.5.3.** VCC : La valeur du contenu canadien (VCC) des transactions indirectes doit être d'au moins 30 p. 100 de la valeur totale de la transaction.
- 8.1.5.4.** Harmonisation avec la politique : Les transactions doivent

être conformes à tout critère ou caractéristique d'évaluation énoncés dans les présentes modalités et conditions.

- 8.2.** L'autorité des RIT établira l'admissibilité d'une transaction avant d'en faire une obligation en vertu du contrat. Les entrepreneurs devraient noter que les transactions sont toutes assujetties à un rapport annuel et à une vérification avant que les crédits ne soient confirmés.
- 8.3.** Une transaction peut être utilisée pour remplir plus d'une des obligations visées à l'article 3. Les crédits seront accordés en fonction de la part de la valeur de la transaction qui est attribuable à chaque obligation.
- 8.4.** Le fait de ne pas produire les renseignements et les déclarations indiqués ci-dessus peut entraîner le rejet d'une transaction proposée. Par ailleurs, la production de ces renseignements et déclarations ne doit pas être vue comme limitant la liberté d'action de l'autorité des RIT en ce qui a trait à ses décisions sur l'admissibilité des transactions.

9. VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC)

- 9.1.** On entend par VCC la partie de la valeur d'un produit ou d'un service qui comporte des coûts engagés au Canada. La VCC de toute transaction directe ou indirecte doit être calculée à l'aide de la méthode d'évaluation au prix de vente net ou celle des coûts agrégés, qui sont décrites ci-dessous.
- 9.1.1.** Méthode d'évaluation au prix de vente net : On utilise cette méthode lorsque le prix de vente du produit ou du service est justifié. On procède comme suit pour cette méthode de calcul :
- commencer par le prix de vente total du produit ou du service;
 - soustraire les droits de douane, les taxes d'accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) et toutes les taxes de vente provinciales;
 - soustraire tous les frais non admissibles, comme l'indique le paragraphe 9.2;
 - la différence représente la VCC.
- 9.1.2.** Méthode des coûts agrégés : Cette méthode permet de calculer la VCC de tout produit ou service mentionné dans une transaction et auquel il est impossible d'attribuer un prix de vente justifié (bien produit à l'interne, par exemple). On fait alors la somme de tous les éléments suivants :
- 9.1.2.1.** Le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada, dans la mesure où elles sont d'origine

canadienne;

- 9.1.2.2.** Le coût des pièces ou des matières qui sont d'origine canadienne, mais qui ont été exportées du Canada puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;
- 9.1.2.3.** Les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante du produit, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués au à l'article précédent; et,
- 9.1.2.4.** Toute partie des frais suivants, s'il est raisonnable de les imputer à la production ou à la mise en service d'un produit, d'un service ou d'une activité :
 - 9.1.2.4.1** Les traitements et salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, s'ils ont été versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de 2001, ch. 27*;
 - 9.1.2.4.2** Les matières qui sont d'origine canadienne, utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;
 - 9.1.2.4.3** les services publics payés au Canada, tels que l'éclairage, le chauffage, l'électricité et l'eau;
 - 9.1.2.4.4** les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance-emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de retraite et les autres dépenses semblables engagées pour les traitements et salaires de la main-d'œuvre mentionnée ci-dessus;
 - 9.1.2.4.5** L'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;
 - 9.1.2.4.6** Les primes d'assurance-incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à

la production, à l'usine de production et à son équipement et versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;

- 9.1.2.4.7** la location d'une usine ou d'un bureau au Canada payée à une société canadienne;
- 9.1.2.4.8** les frais engagés au Canada pour l'entretien et la réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production;
- 9.1.2.4.9** les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;
- 9.1.2.4.10** les services d'ingénierie et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada, par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- 9.1.2.4.11** les divers frais de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration, l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent, les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas 5 p. 100 du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;
- 9.1.2.4.12** les activités de recherche et développement effectuées au Canada;
- 9.1.2.4.13** les frais de voyage des citoyens canadiens et des résidents permanents du Canada précisément associés aux transactions directes sur le projet et engagés au Canada, y compris le transport, les repas et l'hébergement;

9.1.2.4.14 les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs et exécutés par des citoyens ou des résidents permanents du Canada; et,

9.1.2.4.15 les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

9.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles aux crédits :

9.2.1. le financement non remboursable de tout ordre de gouvernement (municipal, provincial, territorial ou fédéral);

9.2.2. la valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;

9.2.3. Dans le cas des transactions indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;

9.2.4. Les frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;

9.2.5. Le montant des taxes d'accise, des droits d'importation, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles;

9.2.6. Les redevances et frais de licence versés par l'entrepreneur ou un donateur admissible à toute personne, entreprise ou entité non canadienne;

9.2.7. La valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou un donateur admissible a obtenu un crédit ou en a fait la demande dans le cadre de toute transaction faite au Canada en vertu d'une autre obligation ou entente;

9.2.8. Les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;

9.2.9. Tous les frais de transport ou de déplacement non prévus à l'article 9.1.2;

9.2.10. Le coût d'équipement fourni par un gouvernement (notamment par le gouvernement canadien dans le cadre du processus de production, p. ex., outils, matrices, gabarits, appareillage);

9.2.11. Les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien et tout versement

courant de redevances;

- 9.2.12.** Les transactions déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence ou de celle d'un donateur admissible sur le ministère ou l'agent d'approvisionnement de tout pays;
- 9.2.13.** Les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des transactions;
- 9.2.14.** Les honoraires payés aux lobbyistes conformément à la *Loi sur le lobbying*; et,
- 9.2.15.** Les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention de crédits en vertu du présent contrat. Cela comprend notamment la prestation de conseils sur la politique des RIR/RIT, la préparation des transactions et de rapports, la défense des intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RIT et la recherche d'entreprises bénéficiaires éventuelles.

10. PLANS STRATÉGIQUES

- 10.1.** Les entrepreneurs sont encouragés à aborder leurs obligations concernant les RIT de manière stratégique, en prenant en compte la manière dont leurs plans d'entreprise globaux et leur vision globale pour le Canada peuvent se traduire en transactions..
- 10.2.** À la discrétion de l'autorité des RIT, on pourra demander aux entrepreneurs ayant à assumer des obligations en matière de RIR ou de RIT au Canada de présenter un plan stratégique à l'autorité des RIT et de se rencontrer pour examiner ce plan, en discuter et le mettre à jour. Le plan stratégique de l'entrepreneur doit comprendre :
- une description des plans globaux et de la vision stratégique globale de l'entrepreneur à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (plus de 5 ans), pour le Canada;
 - la façon dont ces plans d'entreprise et cette vision peuvent se traduire en transactions;
 - un aperçu des obligations actuelles et prévues de l'entrepreneur envers le Canada;
 - les relations en matière de RIT avec les donateurs admissibles et d'autres grands entrepreneurs;
 - un avis sur les transactions éventuelles qui exigeront un regroupement.
- 10.3.** Si le fabricant a plusieurs obligations en matière de RIT totalisant moins d'un (1) milliard de dollars, il peut également soumettre un plan stratégique à l'autorité

des RIT; cependant, ni l'autorité des RIT ni l'entrepreneur ne seront tenus de se réunir pour discuter du plan stratégique.

11. REGROUPEMENT

- 11.1.** Le « regroupement » désigne l'acte de répartir les crédits obtenus au titre d'une transaction et d'appliquer chaque tranche à au moins deux obligations.
- 11.2.** Les transactions regroupées doivent répondre aux critères suivants :
- 11.2.1.** satisfaire à tous les critères d'admissibilité des transactions décrites à l'article 8 de la présente annexe et être conformes à la présente annexe;
 - 11.2.2.** avoir une valeur d'au moins cinquante millions de dollars (50 000 000 \$), mesurée en VCC; et,
 - 11.2.3.** donner lieu à une incidence stratégique à long terme sur le bénéficiaire, notamment dans les domaines suivants : soutien à la R-D; premier achat de technologies canadiennes innovatrices; mandat de produit mondial; activités de la chaîne de valeur mondiale; activités de consortium; activités de PME; progrès technologiques.
- 11.3.** L'entrepreneur doit décrire et documenter la façon dont un projet de transactions regroupées répond aux critères énoncés au à l'article 11.2.
- 11.4.** Une partie des crédits attribuables à une transaction regroupée peut être appliquée au présent contrat. L'entrepreneur fait état de toute transaction regroupée dans son processus annuel d'établissement de rapports et dans le calendrier établi de manière consensuelle avec l'autorité des RIT au moment de l'approbation de cette transaction.
- 11.5.** Si quelque partie de transaction regroupée a été mise en banque et que les crédits ont déjà été confirmés, la valeur de ces derniers peut être transférée au contrat, à la condition que le critère d'admissibilité du donateur soit satisfait. En outre, toute valeur restante, en matière de la transaction exprimée en VCC, peut être transférée au contrat et doit être soumise au processus annuel d'établissement de rapports et de vérification et les recours décrits dans les présentes modalités et conditions s'y appliquent.
- 11.6.** À titre d'information seulement : Les lignes directrices sur le regroupement sont disponibles sur le <https://ised-isde.canada.ca/site/retombees-industrielles-technologiques/fr/references-principales/regroupement>.

12. MISE EN BANQUE

- 12.1.** L'entrepreneur peut appliquer au présent contrat des transactions mises en banque dont la valeur totale ne dépasse pas 50 p. 100 de la VCC de l'obligation mentionnée au à l'article 3.1.1.
- 12.2.** S'il utilise ainsi, partiellement ou totalement, une telle transaction, il doit clairement indiquer la provenance de celle-ci et confirmer la similarité de la description et des détails, par rapport à la transaction approuvée mise en banque. La transaction mise en banque doit respecter les conditions d'admissibilité du donateur qui figurent au à l'article 8.1.4.
- 12.3.** L'entrepreneur peut soumettre aux banques les excédents de VCC provenant de transactions découlant du contrat. Aux fins de la mise en banque, un excédent bancaire est le montant du crédit atteint qui dépasse l'obligation à l'article 3.1.1, et où l'entrepreneur :
- 12.3.1.** s'est acquitté de ses obligations énoncées aux paragraphes 3.1.1 à 3.1.3 au moins une période de rapport avant la fin de la période de réalisation;
- 12.3.2.** a choisi de poursuivre ses activités commerciales à l'égard de certaines transactions indirectes et de poursuivre son processus de rapport annuel jusqu'à la fin de la période de réalisation; et,
- 12.3.3.** a mis en banque, dans un délai d'un (1) an après la notification finale des crédits par l'autorité des RIT, les parties des transactions indirectes sélectionnées qui ont été réalisées en trop.
- 12.3.4.** a demandé la mise en banque d'excédents qui:
- 12.3.4.1.** ont été obtenus entre la date d'achèvement anticipé des obligations et la date de fin de la période de réalisation; ou,
- 12.3.4.2.** témoignent de la réalisation de toutes les parties d'une transaction regroupée (le cas échéant).
- 12.4.** Relativement à toute transaction bancaire qui implique un excédent, le titulaire du compte est considéré être le donateur aux fins de l'évaluation du critère sur le donateur admissible.
- 12.5.** Une transaction mise en banque, dans le cadre de laquelle un excédent partiel ou total est apparu, ne peut être remise en banque ultérieurement, dans le cadre d'un excédent futur.
- 12.6.** Les échanges de transactions mises en banque entre les entreprises sont interdits.

- 12.7.** À titre d'information seulement : Les lignes directrices sur la mise en banque sont disponibles sur <https://ised-isde.canada.ca/site/retombees-industrielles-technologiques/fr/>.

13. COMMUNICATIONS AU PUBLIC

- 13.1.** On encourage fortement l'entrepreneur, ses donateurs admissibles et, le cas échéant, les bénéficiaires à être aussi transparents que possible relativement aux obligations, engagements et transactions, en les rendant publics lorsque cela est possible.
- 13.2.** L'entrepreneur et l'autorité des RIT coordonnent conjointement les communications publiques liées aux transactions. Les deux parties collaborent aussi afin de repérer les réussites obtenues pour différentes transactions.
- 13.3.** L'entrepreneur consent à des annonces publiques liées au projet, qui sont faites par l'autorité des RIT ou pour son compte, et qui se rapportent aux obligations, engagements et transactions. Ces annonces indiquent normalement le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC. En pareille situation, l'autorité des RIT déploie tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'entrepreneur a la possibilité de participer aux annonces et à la préparation de tout document connexe. L'entrepreneur obtiendra un consentement semblable du chacun des donateurs admissibles et des bénéficiaires.
- 13.4.** L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut publier ou rendre ouvertement accessible son dossier relativement à l'accomplissement de ses obligations, mais d'une manière qui respecte la confidentialité des données commerciales.
- 13.5.** Pour toutes les autres communications publiques liées aux transactions, les ébauches d'annonces et leur calendrier de publication sont livrés par l'une des parties à l'autre dès que cela est raisonnablement possible, mais dans tous les cas, avant la date de publication proposée. Chaque partie mettra tout en œuvre pour informer l'autre et chercher à régler des objections sur le contenu ou le moment de l'annonce proposée.
- 13.6.** Rien dans la présente l'article ne peut être interprété comme empêchant toute entreprise participant à une obligation ou transaction d'accomplir ses obligations d'information en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

14. GESTION DE L'INFORMATION

- 14.1.** Il est entendu et convenu que l'entrepreneur doit présenter à l'autorité des RIT des renseignements sur son entreprise et ses transactions dans l'accomplissement

des présentes modalités et conditions et, le cas échéant, par l'intermédiaire d'un plan stratégique et que l'on pourrait y trouver une information que l'entrepreneur juge délicate et confidentielle. L'autorité des RIT fait tout en son pouvoir pour que ces renseignements soient protégés, stockés et utilisés conformément aux lignes directrices du gouvernement du Canada concernant la gestion et la sécurité de l'information.

- 14.2.** L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut considérer l'ensemble de l'information se rapportant à ses obligations, ses transactions et ses crédits comme étant de l'information mise à la disposition du Parlement et du public.
- 14.3.** En vertu des lois et processus pertinents du gouvernement fédéral, comme la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada, l'autorité des RIT ne divulguera pas les renseignements commerciaux confidentiels de l'entrepreneur, sauf au sein du gouvernement canadien.
- 14.3.1.** Ces données peuvent être utilisées par l'autorité des RIT à des fins d'analyse de politique interne. Certaines informations pertinentes peuvent également être transmises, sous réserve des lois et des processus applicables, à d'autres organismes gouvernementaux avec lesquels l'autorité collabore dans l'administration de la politique des RIT.

15. MODIFICATION DES TRANSACTIONS

- 15.1.** L'entrepreneur ne doit pas modifier les transactions énumérées à l'annexe A (Proposition de valeur – Engagements, plans et transactions) à moins :
- 15.1.1.** qu'il ait présenté une proposition de modification à l'autorité des RIT par l'entremise de l'autorité contractante;
- 15.1.2.** que l'autorité des RIT ait donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.
- 15.2.** L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des transactions indiquées à l'annexe A (Proposition de valeur – Engagements, plans et transactions) et l'autorité des RIT peut accepter ces propositions si, à son avis :
- 15.2.1.** les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et susceptibles de causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;

- 15.2.2.** les obligations de l'article 3 des présentes modalités sont maintenues;
- 15.2.3.** les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans les présentes modalités;
- 15.2.4.** la transaction proposée en remplacement n'est pas inférieure à la transaction originale, du point de vue du savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter, de la VCC et de sa capacité à concrétiser la proposition originale présentée dans la proposition de valeur initiale de l'entrepreneur. Exemple :
 - 15.2.4.1.** si l'entrepreneur ne réussit pas à conclure la transaction comportant un investissement admissible, la VCC totale de cette obligation à la valeur multipliée sera atteinte au moyen d'autres transactions;
 - 15.2.4.2.** toute transaction répondant à l'un des critères d'évaluation de la proposition de valeur ne peut être remplacée que par une transaction répondant au même critère;
 - 15.2.4.3.** la transaction de remplacement proposée ne réduit pas la cote de l'entrepreneur relativement à la proposition de valeur établie dans le processus initial de sélection.

15.3. Réductions mutuelles et échange

- 15.3.1.** La réduction mutuelle consiste à diminuer l'obligation de l'entrepreneur en échange d'une réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'endroit d'une autorité de compensation étrangère et ce stratagème est interdit. Par ailleurs, les échanges d'obligations ou de crédits ne sont pas autorisés.

16. ACCÈS AUX DOSSIERS ET VÉRIFICATION

- 16.1.** L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures décrites dans le Plan de gestion des RIT.
- 16.2.** L'entrepreneur doit conserver les dossiers appropriés et toute la documentation relative aux transactions rattachées au présent contrat, y compris les factures et les preuves de paiement. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RIT, disposer de ces dossiers ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou avant le règlement de demandes ou de différends en suspens, ou encore avant la fin de la période de réalisation, selon la plus tardive de ces éventualités.
- 16.3.** Durant la période de conservation indiquée, les dossiers et la documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par

l'autorité des RIT, à des moments raisonnables et dans les trente (30) jours civils suivant la réception d'un avis de l'autorité des RIT. L'entrepreneur doit inscrire un engagement similaire dans tout contrat de sous-traitance conclu avec des donateurs admissibles, en ce qui concerne les travaux exécutés par celui-ci et pour lesquels on demande des crédits de RIT. L'entrepreneur et ses donateurs admissibles doivent s'assurer, dans le cadre de ses contrats de sous-traitance et de ses ententes, que les bénéficiaires tiennent des dossiers pertinents.

- 16.4.** Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cet article, l'autorité des RIT détermine que les dossiers sont insuffisants pour permettre la vérification des réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement ou obligation, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RIT.
- 16.5.** Lorsqu'il est impossible de vérifier si une transaction déclarée exécutée l'est vraiment, la partie de la transaction qui ne peut être vérifiée est considérée comme non réalisée et l'autorité des RIT informera l'entrepreneur de l'insuffisance, par l'entremise de l'autorité contractante.
- 16.6.** Si l'autorité des RIT détermine qu'il existe une insuffisance importante dans les réalisations de l'entrepreneur, au point qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas ses obligations, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, lui donner un avis à cette fin et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présente sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RIT ne reçoit pas de proposition ou juge celle qu'elle reçoit inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

17. RÉSOLUTION DE CONFLITS

- 17.1.** L'autorité des RIT et l'entrepreneur reconnaissent qu'ils ont conclu une entente contractuelle à long terme, attestant que l'entrepreneur doit respecter les obligations et engagements qui y sont mentionnés, offrir des avantages économiques à long terme au Canada et exécuter les présentes modalités relatives aux RIT.
- 17.2.** Des valeurs et approches communes encadrent cette relation à long terme, comme la responsabilité mutuelle, la communication ouverte, le respect mutuel et la collaboration efficace. La relation comprend des responsables au niveau du projet (c.-à-d. gestionnaires des RIT et de contrats) et au niveau de la gestion (c.-à-d. représentants ministériels et cadres de direction). Les discussions seront fréquentes et continues pendant la durée du contrat.
- 17.3.** Si un désaccord survient entre l'autorité des RIT et l'entrepreneur sur une

question liée aux RIT, chaque partie communiquera ses préoccupations à l'autre partie aux fins de discussion et de résolution. Les parties sont encouragées à faire part de leurs préoccupations en premier lieu au niveau du projet. Si les discussions à ce niveau ne permettent pas de régler le problème, les parties pourront alors s'adresser à la direction.

18. RECOURS

- 18.1.** La relation à long terme entre l'entrepreneur et l'autorité des RIT s'appuie sur plusieurs processus qui favorisent la participation régulière et continue des deux parties. Parmi ces processus figurent l'échéancier des transactions mentionné à l'article 3 et le processus d'établissement annuel de rapports décrit à l'article 4. Prises collectivement avec d'autres, ces mesures de surveillance visent à promouvoir un engagement positif, le recours aux meilleures pratiques et l'accomplissement des obligations de l'entrepreneur selon ce qui est établi dans le contrat.
- 18.2.** Sous réserve des dispositions du contrat énonçant des mesures à prendre en cas de défaillance de l'entrepreneur, les présentes modalités relatives aux RIT prévoient plusieurs autres recours. On peut appliquer ces mesures dans leur totalité ou en partie, mais leur effet combiné ne peut dépasser 10 p. 100 de la valeur globale du contrat. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations que lui imposent les présentes modalités, les recours proposés dans le présent article s'ajoutent à celles qui figurent ailleurs dans le contrat, sans les remplacer.
- 18.3.** Retenues ou arrêts de paiement
- 18.3.1.** Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations des paragraphes 3.1.5, 3.1.6 et 3.2, l'autorité des RIT lui envoie un avis écrit à cet effet et le Canada peut faire une retenue sur tout paiement exigible aux termes du contrat.
- 18.3.2.** En ce qui concerne cette retenue, une période de grâce de soixante (60) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité des RIT, est prévue avant que la retenue ne prenne effet.
- 18.3.2.1.** Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives et notamment soumettre à l'autorité des RIT un plan de mesures correctives. Si l'autorité des RIT accepte le plan, aucune retenue ne sera appliquée.
- 18.3.2.2.** Si, après la période de grâce, le plan n'a pas été accepté conformément au paragraphe 18.3.2, l'accumulation de la retenue sera égale à 10 p. 100 (profit) de la demande de paiement [à déterminer par projet; étape, mois ou progrès] et

sera accumulée jusqu'à ce qu'elle atteigne le montant du déficit, ou que l'entrepreneur présente un plan qui est approuvé par l'autorité des RIT, la première de ces éventualités étant à retenir.

- 18.3.3.** Les retenues diminuent progressivement, à mesure que l'insuffisance est corrigée. Pendant cette période, l'autorité des RIT confirme les crédits obtenus et, le cas échéant, les transactions déterminées au bout d'un délai raisonnable suivant la présentation des demandes ou la proposition de transactions de la part de l'entrepreneur. Le montant correspondant de la retenue sera débloqué au moment du prochain paiement effectué aux termes du contrat.

18.4. Dommages-intérêts liquidés

- 18.4.1.** Si l'entrepreneur ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations prévues aux paragraphes 3.1.1, 3.1.3, 3.1.4 ou 3.2 d'ici à la fin de la période de réalisation, le Canada peut, à son entière discrétion et après avoir tenu compte des dispositions de l'article 6, exiger que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts de 10 p. 100 du manque à gagner total, moins le montant de toute retenue éventuelle.

- 18.4.1.1.** Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs obligations mentionnées aux paragraphes 3.1.1, 3.1.3, 3.1.4, et 3.1.5, l'entrepreneur est responsable uniquement à l'égard de l'insuffisance liée à l'obligation qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.

- 18.4.2.** Si l'entrepreneur ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations de la proposition de valeur énoncées au paragraphe 3.1.2 d'ici à la fin de la période de réalisation, après avoir tenu compte des dispositions de l'article 6, le Canada peut, à sa seule discrétion, exiger de l'entrepreneur qu'il lui verse des dommages-intérêts de 20 p. 100 du manque à gagner total, moins le montant de toute retenue éventuelle.

- 18.4.3.** Si l'insuffisance se rapporte à plusieurs des obligations mentionnées au paragraphe 3.1.2, l'entrepreneur est tenu responsable aux termes du paragraphe 18.4.1 pour toutes les insuffisances cumulées.

- 18.4.4.** L'obligation de l'entrepreneur de payer des dommages-intérêts liquidés conformément aux paragraphes 18.4.1 ou 18.4.2 sera déclenchée par un avis adressé à l'entrepreneur par le ministre ou le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; l'avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour

manquement à ses obligations durant la période de réalisation et que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondant.

18.5. Résiliation du contrat

18.5.1. Dans le cas où le contrat est résilié pour manquement conformément au paragraphe 29 des conditions générales 2035 (2021-12-02), l'autorité des RIT doit en informer l'entrepreneur, qui devra identifier les transactions dans les trois (3) mois suivant la date de résiliation qui sont égales à 100 p. 100 de la valeur du contrat.

18.5.2. Dans les 90 jours suivant la date de résiliation, l'entrepreneur doit alors, à sa seule discrétion, choisir :

18.5.2.1. de prendre les mesures nécessaires pour atteindre toutes les transactions sélectionnées dans un (1) an; ou;

18.5.2.2. de verser au Canada, à titre de dommages-intérêts liquidés, le montant calculé conformément au paragraphe 18.4, moins le montant de toute retenue, après avoir tenu compte des dispositions de l'article 6.

18.5.3. Aux fins du paragraphe 18.5.1, le montant des dommages-intérêts liquidés sera calculé sur la base de la valeur du contrat. Si l'entrepreneur n'identifie pas les transactions dans le délai prévu au paragraphe 18.5.1, il devra payer les dommages-intérêts fixés au paragraphe 18.4.1.

18.5.4. Les parties conviennent que le droit du Canada aux termes du paragraphe 29 des conditions générales 2035 (2021-12-02) de résilier le présent contrat pour manquement ne s'appliquera pas à un manquement aux obligations de l'entrepreneur aux termes des présentes modalités, à moins que l'entrepreneur ne manque ou ne néglige, dans les soixante (60) jours suivant la demande de l'autorité des RIT, de satisfaire à l'une des obligations importantes énumérées ci-dessous

18.5.4.1. payer les dommages-intérêts liquidés exigibles aux termes du paragraphe 18.4; et,

18.5.4.2. satisfaire à ses obligations en matière de proposition de valeur énoncées au paragraphe 3.1.2.

18.5.5. Les parties conviennent de ce qui suit :

18.5.5.1. les obligations énoncées au paragraphe 18.5.1 constituent

des obligations importantes aux termes du contrat; et,

18.5.5.2. les obligations énoncées au paragraphe 18.5.1 survivront à la résiliation du présent contrat.

18.5.6. En cas de résiliation du contrat pour manquement en vertu de l'article 30 des conditions générales 2035 (2022-12-01) intitulé « Résiliation pour raisons de commodité », l'entrepreneur n'aura plus aucune obligation ni responsabilité en vertu des présentes conditions, y compris toute responsabilité découlant de ses obligations en matière de proposition de valeur.

18.5.7. En cas de résiliation partielle du contrat en vertu de l'article 30 des conditions générales 2035 (2022-12-01) intitulé « Résiliation pour raisons de commodité », l'entrepreneur sera libéré des parties résiliées des obligations et des dispositions de l'article 3 en ce qui concerne ces parties résiliées.

18.6. Lettre de crédit

18.6.1. Si l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de ses obligations au moment de l'achèvement des travaux contractuels, lorsqu'il a le droit de recevoir le dernier versement provisoire de la part du Canada, l'entrepreneur peut être tenu de fournir au Canada une garantie d'acquittement des obligations avant l'échéance de la période de réalisation, sous la forme d'une lettre de crédit. La lettre de crédit sera d'un montant correspondant à la somme qui serait exigible à titre de dommages-intérêts liquidés si l'entrepreneur n'obtenait aucun autre crédit après la date du dernier paiement d'étape.

18.6.2. Cette lettre de crédit doit :

- être émise par une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements;
- être jugée satisfaisante par l'autorité des RIT, en ce qui a trait à la forme et au fond;
- être établie aux seuls frais de l'entrepreneur;
- pouvoir être annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
- être inconditionnelle et irrévocable;
- être assujettie aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication n° 600, juillet 2007.

18.6.3. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu'à la première des

éventualités suivantes :

- la réalisation des engagements;
- six mois après la présentation du rapport annuel final qui a suivi, moment où la lettre de crédit sera annulée en entier et retournée par le Canada à l'entrepreneur. À condition que si les obligations ne sont pas atteintes, le Canada prélèvera sur la lettre de crédit dans le montant des obligations en circulation, avant de la remettre à l'entrepreneur.

18.6.4. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit naît d'un avis envoyé à la banque émettrice et signé soit par l'autorité contractante; cet avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses obligations durant la période de réalisation, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondant et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts liquidés conformément à ce même article. Aucun autre événement n'entraîne d'exigence de paiement relativement à la lettre de crédit.

18.7. Incitatifs de rendement

18.7.1. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par le gouvernement canadien fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, par conséquent, il risque de ne pouvoir assumer ses obligations, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RIT par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème et fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter auprès de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son incapacité à s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne. En ces circonstances, les obligations de l'entrepreneur sont réduites en proportion de la différence de VCC entre les travaux modifiés et les travaux d'origine. Nonobstant ce qui précède, l'obligation prévue au paragraphe 3.1.1 demeure en vigueur.

18.7.2. Conformément à cet article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par le gouvernement canadien à l'entrepreneur et les montants exigibles dans le cadre du contrat.

18.7.3. Aucune disposition du présent article ne limite les autres droits et

recours de l'autorité contractante en ce qui a trait à tout autre manquement de l'entrepreneur.

- 18.7.4.** Les dommages que pourrait subir le gouvernement canadien en cas de manquement de l'entrepreneur à ses obligations aux termes du contrat seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts sont également justes et raisonnables.

19. RESPONSABILITÉS DES PARTIES

- 19.1.** L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus d'approvisionnement dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les obligations exposées à l'article 3.
- 19.2.** Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer d'être en mesure d'exécuter les transactions et que celles-ci ne sont pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables.

20. Conformité à la Loi sur le lobbying

- 20.1.** L'entrepreneur déclare et garantit que lui-même et les donateurs admissibles respectent, et respecteraient les exigences de la *Loi sur le lobbying* du Canada, relativement aux présentes modalités et conditions.

21. HONORAIRES CONDITIONNELS OU FRAIS DE CONCLUSION DE TRANSACTION

- 21.1.** L'entrepreneur déclare et garantit qu'il, ou un donateur admissible, ne versera, ni n'acceptera de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit par l'autorité des RIT en vertu des présentes modalités et conditions ou parce que l'entité a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires d'une charge publique.
- 21.2.** L'autorité des RIT reconnaît que l'entrepreneur, pour faire les déclarations mentionnées aux articles 21.1 et 22.1 au nom des donateurs admissibles, s'est fié à des déclarations produites par chacun d'eux.

22. LISTE DES DONATEURS ADMISSIBLES APPROUVÉS

- 22.1.** Les donateurs admissibles, dans le cadre du présent contrat, sont les entreprises suivantes, dont les coordonnées sont également indiquées :

[Liste jointe une fois le contrat octroyé]

ANNEXE A : PROPOSITION DE VALEUR — ENGAGEMENTS, PLANS ET TRANSACTIONS

Engagements en fonction de la proposition de valeur :

[doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.]

Plans:

[doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.]

Transactions:

[une liste détaillée et un tableau doivent être joints, en fonction de la proposition de l'entrepreneur, et doivent ensuite être mis à jour tout au long de la période de réalisation.]

Numéro de la transaction et de la version	Titre	Description	Donateur	Bénéficiaire	VCC\$
					<i>[Sous-totales pour directe, indirecte, régionale, PME et PV.]</i>

ANNEXE B : MODÈLE — FICHE DE TRANSACTION

(Copie électronique disponible auprès de l'autorité contractante lors de la DP et de l'autorité des RIT après l'adjudication du contrat)

ANNEXE C: MODÈLE – RAPPORT ANNUEL
(Une version électronique est disponible sur le site Web des RIT.)

Protégé B (une fois rempli)

Renseignements généraux

Nom du projet :
Entrepreneur :
Période de rapport :
Date du rapport :
Gestionnaire RIT :
Devise
Date d'adjudication du contrat
Nombre total de périodes de rapport
Numéro de la période de rapport et dates

Obligations contractuelles

Obligation totale :
Obligation directe :
PME :
Atlantique :
Nord de l'Ontario :
Ontario :
Québec :
Ouest :
Nord :

PARTIE A – aperçu

Aperçu et état des travaux du projet :

Veillez donner une vue d'ensemble très sommaire du projet pour l'année précédente, en soulignant les points saillants du rapport annuel et du calendrier. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Acomptes versés :

Veillez résumer brièvement, par écrit, les données sur les acomptes versés depuis l'adjudication du contrat. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes. Veuillez également remplir l'onglet Acomptes, ci-dessous.

[Tableau de versement des acomptes en format Excel.]

Plan de gestion des RIT :

Veillez donner un aperçu de tout changement apporté au plan de gestion, notamment en ce qui concerne le remplacement de délégués de l'autorité des RIT chargés du projet. Veuillez indiquer l'absence de toute proposition de changement. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Aperçu de la proposition de valeur :

Veillez donner un aperçu détaillé de chaque engagement pour la proposition de valeur et des activités correspondantes pour la période de rapport, ainsi qu'un sommaire cumulatif des progrès réalisés pour chacun.

Veillez faire un compte rendu de la stratégie d'exportation, y compris des précisions sur les progrès réalisés dans les marchés cibles et présenter une documentation démontrant que les cinq conditions relatives à la capacité d'exporter (voir l'article 4.1.1) sont toujours respectées. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les données requises.

PARTIES B, C et D – Transactions

Veillez fournir tous les renseignements demandés, sous la forme d'un tableau.

PARTIE E – Renseignements supplémentaires

Activités auprès des PME et de développement régional :

Veillez donner un aperçu des activités entreprises dans le cadre du projet, à l'intention des PME.

Veillez souligner les points saillants de ces activités pendant la période. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :

Veillez donner un bref aperçu de tout changement apporté aux transactions (énuméré par transactions), y compris les annulations, les ajouts et les modifications, pendant la dernière période de rapport. Les changements indiqués ci-dessous doivent aussi figurer dans l'onglet transactions (veillez les surligner en rouge). La longueur de la réponse variera en fonction du nombre de transactions).

Certificat de conformité :

Le rapport annuel devrait être accompagné du certificat de conformité rempli et signé. Un modèle de certificat figure ci-dessous.

ANNEXE D : MODÈLE DE PLAN D'ACTIVITÉS DU CI
(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

Si le rapport d'activité du CI décrit le projet d'investissement du CI, veuillez donner des précisions sur les activités, les objectifs et la durée, décrire comment l'investissement sera utilisé par la petite ou moyenne entreprise, inclure une étude du marché et donner les renseignements sur l'entreprise.

Modèle Plan d'activités du CI
<i>Protégé B (une fois rempli)</i>
Titre de la transaction du CI :
Donateur :
PME bénéficiaire :
Date :
Description de l'activité du CI : <i>Fournir une description détaillée de l'activité du CI, y compris les activités particulières à entreprendre, les objectifs, la durée, la valeur de l'investissement et la façon dont il sera utilisé par la PME, les impacts / résultats escomptés pour la PME et les hypothèses et risques clés de l'activité du CI.</i> <i>Longueur prévue : 8 à 10 articles</i>
Évaluation du marché : <i>Fournir un aperçu de l'occasion, de la taille du marché, des principaux concurrents et de la stratégie de vente et décrire l'avantage concurrentiel du donateur / de la PME bénéficiaire.</i> <i>Longueur prévue : 3 à 5 paragraphes</i>
Profil d'entreprise de la PME : <i>Fournir une description des activités de la PME, de ses gammes de produits, de sa structure d'entreprise et de ses propriétaires.</i> <i>Longueur prévue : 2 à 3 paragraphes et un organigramme</i>

Certification et signatures

CONSIDÉRANT que la Politique des RIT exige qu'un projet de transaction du CI doive être accompagné d'un plan d'activités décrivant l'activité en détail,

EN CONSÉQUENCE, nous, soussignés, exerçant nos pouvoirs de hauts dirigeants du donateur et de la PME bénéficiaire, déclarons et certifions que l'information figurant dans le Plan d'activités ou y étant rattachée est complète et exacte et peut être utilisée par la Direction générale des RIT aux fins de contrôle de la conformité du projet de transaction du CI.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT A ÉTÉ SIGNÉ EN CE _____ JOUR DE _____ 20 PAR LE DIRIGEANT DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

Donateur

Signature

Nom et titre du haut dirigeant

PME bénéficiaire

Signature

Nom et titre du haut dirigeant

ANNEXE E : CERTIFICAT DE CAUSALITÉ - RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)

ATTENDU QUE la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) stipule que, à titre de preuve de causalité, l'entrepreneur doit fournir une déclaration détaillée sur la causalité et soumettre un certificat de causalité signé à l'appui, à l'intention de l'autorité des RIT;

IL EST RÉSOLU QUE _____, agissant à titre de dirigeant de (entreprise donatrice), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- Je connais la définition de causalité, telle qu'elle est décrite dans les modalités et conditions relatives aux RIT;
- Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente fournissent une déclaration détaillée sur la causalité, laquelle décrit les étapes et les échéances relatives à la décision concernant une activité d'approvisionnement ou d'investissement et démontre clairement le lien entre les étapes et la décision relative à une activité commerciale et la politique des RIT ou la politique des retombées industrielles et régionales (RIR) du Canada;
- Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente sont, au mieux de nos connaissances et compétences, complets, vrais et exacts;
- Le défaut de fournir une déclaration détaillée sur la causalité et le présent certificat peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions relatives aux RIT. La production de renseignements sur la causalité ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE CAUSALITÉ A ÉTÉ SIGNÉ EN CE _____ JOUR DE _____ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU DIRIGEANT

À :

Numéro(s) de projet et de transaction: _____

Titre(s): _____

Donateur(s): _____

ANNEXE F : CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

aux fins du rapport annuel

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le ____ jour de ____ un contrat avec _____ aux fins du projet;

ET ATTENDU QUE ce contrat exige, comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien (VCC) des transactions et de la conformité à la *Loi sur le lobbying*, que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RIT;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- L'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports sur les périodes de transactions, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- L'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les donateurs admissibles;
- La valeur du contenu canadien indiquée dans les documents ci-joints a été déterminée conformément à l'article 9 des modalités et conditions;
- L'entrepreneur et tous les donateurs admissibles se sont conformés, sous réserve des dispositions de l'article 20., aux dispositions de la *Loi sur le lobbying* du Canada, en ce qui a trait au contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE _ JOUR DE ____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

À :

**ANNEXE G : CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE - RETOMBÉES
INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des RIT exige que les transactions soient conclues par un donateur admissible, selon la définition donnée à ce terme dans les modalités et conditions;

ET ATTENDU QUE la politique des RIT exige que, lorsqu'un donateur admissible proposé est une entreprise canadienne de moins de 500 employés, il ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat;

IL EST RÉSOLU QUE JE, _____, en ma qualité de dirigeant de (nom de l'entreprise canadienne), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i. Je connais la politique des RIT du Canada ainsi que ses buts et ses objectifs;
- ii. Je connais la définition du terme « donateur admissible », telle qu'elle figure à l'article 8 des modalités et conditions;
- iii. Je comprends et j'accepte les responsabilités associées au rôle de donateur admissible et de partenaire stratégique dans l'exécution de l'obligation relative au projet (*insérer le nom du projet*). Ces responsabilités peuvent comprendre la prise en charge d'une partie de l'obligation relative aux RIT, les recours, la planification et l'exécution de transactions directes et indirectes, la tenue de dossiers et le soutien à l'entrepreneur principal dans le processus annuel de production de rapports et de vérification;
- iv. Mon entreprise dispose des capacités et des ressources nécessaires pour assumer le rôle de donateur admissible dans ce projet;
- v. Le défaut de fournir un certificat de donateur admissible peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions. La production du présent certificat ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE A ÉTÉ
SIGNÉ CE ____ JOUR DE ____ PAR LE CADRE SUPÉRIEUR DÛMENT AUTORISÉ À LE
FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE

À : _____

ANNEXE H : LISTE DE VÉRIFICATION DE L'EFFET D'ACCROISSEMENT

Pour les transactions indirectes, veuillez remplir la présente liste et joindre la documentation à l'appui.

Un travail supplémentaire est l'achat d'un bien ou d'un service qui représente de nouveaux achats ou des achats supplémentaires auprès d'un fournisseur canadien. Ces nouveaux achats ou achats supplémentaires peuvent se présenter sous différentes formes. Ils peuvent impliquer :	Veuillez cocher la case voulue.
i) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un nouveau fournisseur canadien dans le cadre d'une transaction indirecte.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite attestant que le bénéficiaire canadien est un nouveau fournisseur + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
ii) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite attestant que le produit ou service acheté n'a pas déjà été acheté + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iii) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte, mais qui implique une nouvelle application ou utilisation finale du produit (se reporter à l'exemple ci-dessous).	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite détaillant la nouvelle application ou utilisation finale du produit ou du service + nouveau numéro de pièce (le cas échéant) + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iv) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte pour laquelle il y a eu un autre processus concurrentiel en vue de sélectionner un nouveau fournisseur.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail la demande de prix (ou l'équivalent) prouvant qu'un appel d'offres concurrentiel a eu lieu + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
v) les achats d'un produit existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte à laquelle aucune des circonstances ci-dessus ne s'applique. Dans ces cas, une moyenne de trois ans d'achats antérieurs sera calculée sur la base des trois années précédant immédiatement la date d'identification de la transaction à l'Autorité des RIT, et le crédit peut être accordé sur les montants d'achat qui dépassent la moyenne sur trois ans, dans chacune des périodes de rapport qui en découlent.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail le calcul de la moyenne sur trois ans

vi) autre : _____ _____	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail l'activité + les autres éléments de preuve
<u>Exemple de nouvelle application ou utilisation finale :</u> <i>L'entrepreneur a précédemment acheté auprès d'un fournisseur canadien des trépieds militaires qui se fixent au canon A à des fins de vente au pays A. La nouvelle application ou utilisation finale pourrait être l'achat des mêmes trépieds militaires auprès du fournisseur canadien, mais au lieu de les installer sur le canon A à des fins de vente au pays A, ils sont installés sur le canon A à des fins de vente au pays B, ou encore ils sont installés sur le canon B à des fins de vente au pays B</i>	<i>L'autorité des RIT détermine à sa discrétion si la transaction proposée représente un travail supplémentaire, en tenant compte des renseignements fournis.</i>

ANNEXE I : CAPACITÉS INDUSTRIELLES CLÉS

Les technologies émergentes comprennent les éléments suivants :

Matériaux de pointe

Englobe un éventail de matériaux et de processus de production connexes qui améliorent considérablement les capacités opérationnelles et/ou qui réduisent le coût du matériel exploité dans le cadre d'opérations militaires. Les améliorations consistent entre autres en une réduction du poids, une plus grande robustesse et une résistance accrue, une observabilité réduite. Les matériaux envisagés touchent bon nombre de technologies, notamment les structures en matériaux composites (y compris les aérostructures), les textiles, les métaux, les plastiques, les céramiques et les matières premières de pointe destinées à la fabrication additive. Les processus de production connexes pour produire les matériaux comprennent la fabrication additive, l'impression tridimensionnelle (3-D) et l'usinage de pointe, entre autres. Ces matériaux permettent de nombreuses applications dans les secteurs militaires aérospatiaux, terrestres, naval et spatiaux, ainsi que dans des secteurs commerciaux.

Intelligence artificielle

L'intelligence artificielle, ou IA, couvre un éventail de technologies qui permettent à des machines de réaliser des tâches qui nécessitent habituellement l'intelligence humaine, telles que la reconnaissance des formes et de la parole, la traduction, la perception visuelle et la prise de décisions. L'IA s'appuie sur diverses disciplines, comme les algorithmes de recherche et l'optimisation mathématique, l'apprentissage machine, l'apprentissage approfondi, l'auto-apprentissage et les réseaux neuronaux, en plus d'étendre les connaissances qui s'y rattachent. Elle allège la charge de travail des utilisateurs et automatise les tâches facilement répétables où ils doivent intervenir. L'IA permet d'envisager un meilleur rendement du personnel formé, de soustraire celui-ci à des environnements dangereux et de s'adapter plus rapidement aux changements dans l'environnement opérationnel militaire. Elle simplifie également de nombreuses activités, telles que l'analyse de quantités massives de données à l'appui du renseignement, de la planification des missions, de l'entraînement connexe, de la logistique, de la gestion opérationnelle, de la cybersécurité et de la cyberrésilience. L'intelligence artificielle a sa place dans de nombreux domaines liés à la défense et d'autres secteurs.

Technologie propres

Conception, développement, ingénierie, fabrication ou intégration de : systèmes de propulsion écoénergétiques ou réduisant les émissions (p. ex. : propulsion électrique hybride, propulsion électrique), systèmes de distribution et de gestion de l'énergie et sources de carburant à faible émission de carbone (p. ex. : hydrogène ou biocarburants) pour les véhicules; systèmes de stockage d'énergie (p. ex. : stockage d'énergie hydroélectrique par pompage, stockage d'énergie dans des volants d'inertie, batteries au zinc-ion, batteries au lithium-ion, et batteries à flux); modes de génération d'énergie renouvelable (c.-à-d. énergie solaire, énergie éolienne, énergie hydroélectrique, énergie géothermique, énergie houlomotrice, énergie marémotrice, énergie hydrolienne, petits réacteurs nucléaires pour fission nucléaire et fusion nucléaire); systèmes de gestion et de distribution de l'énergie (p. ex. : automatisation des systèmes d'énergie, contrôle automatique de la production, réseaux électriques intelligents et micro réseaux) qui améliorent l'efficacité et la sécurité énergétique ou réduisent les émissions; logiciels et équipement utilisés pour mesurer, surveiller et analyser les impacts environnementaux de la pollution (p. ex. : particules), des déchets (p. ex. : déchets solides, chaleur générée par les déchets et eaux usées), du

bruit ou des émissions; équipements et processus qui réduisent ou éliminent directement la pollution, les déchets, le bruit ou les émissions; équipements et processus servant à purifier ou à réutiliser l'eau et à l'utiliser plus efficacement dans les véhicules, les bases d'opérations avancées, les camps déployés ou d'autres lieux éloignés. Ces technologies ont un vaste champ d'application dans tous les domaines militaires, ainsi que dans les secteurs commerciaux.

Cyberrésilience

La cyberrésilience couvre tous les aspects des secteurs de la sécurité nationale, civile et commerciale et pallie les vulnérabilités créées par l'expansion de la technologie de l'information et de l'économie du savoir. La cyberrésilience comporte des activités de conception, d'intégration et de mise en œuvre de solutions technologiques qui protègent l'information et les réseaux de communication. Ces technologies, parmi d'autres, doivent être axées sur le développement efficace des cybercapacités suivantes :

- **Sécurité de l'information** : La protection des données et des renseignements électroniques et numériques contre l'accès et toute intrusion, l'utilisation, la divulgation, la perturbation, la modification, la consultation, l'inspection, l'enregistrement ou la destruction non autorisés;
- **Sécurité informatique** : La sécurisation du contenu et la gestion des menaces (point terminal, messagerie, réseaux, Web, nuage), sécurité, gestion des vulnérabilités et des risques, gestion de l'identité et de l'accès et autres produits, (p. ex., des trousseaux de chiffrement et de gestion des jetons et des essais de vérification de produits de sécurité), ainsi que des services d'éducation, de formation et de connaissance de la situation;
- **Sécurité des technologies opérationnelles** : La surveillance, mesure et protection des systèmes d'automatisation et de contrôle des processus industriels et connexes. La cyberrésilience peut comprendre la création d'outils et l'intégration de systèmes et de processus qui renforcent la sécurité des systèmes tactiques ou des grands réseaux, le chiffrement, la cyber-expertise et les interventions en cas d'incident, entre autres. Les capacités établies dans ce domaine pourraient s'appuyer de plus en plus sur l'IA à titre de technologie habilitante. Ainsi, des réseaux feraient usage de leurs défenses de façon autonome et dynamique contre les intrusions et se répareraient eux-mêmes après une perturbation.

Systèmes télépilotés et technologies autonomes

Les plateformes et systèmes s'appuyant sur l'exploitation de machines autonomes, y compris des véhicules aériens, marins ou terrestres sans pilote qui intègrent les technologies de l'IA pour que les opérations tant militaires que commerciales soient de plus en plus autonomes. Ces technologies sont fondées sur diverses formes d'intelligence artificielle, notamment l'apprentissage machine, l'auto-apprentissage et les réseaux neuronaux, afin d'accélérer les opérations ou en prolonger la durée, de soustraire les opérateurs aux environnements dangereux et d'améliorer l'efficacité des missions dans leur ensemble.

Systèmes spatiaux, y compris applications logicielles d'observation de la terre

- Les logiciels et services à valeur ajoutée qui tirent parti des images satellitaires et des informations géospatiales de la Terre. Les solutions peuvent être élaborées en vue de diverses applications, y compris la navigation, la surveillance, la collecte de renseignements, la cartographie, l'observation du climat et d'autres utilisations militaires ou civiles. Ces solutions sont appelées à exploiter de plus en plus l'intelligence artificielle pour traiter des données et réaliser des analyses préliminaires de manière autonome.

- **Systèmes satellitaires :** La conception et fabrication d'une vaste gamme de systèmes satellitaires et d'autres sous-systèmes liés aux engins spatiaux, y compris les composantes spatiales et terrestres. Cela comprend notamment les plateformes satellitaires, les charges utiles de communication ou d'imagerie, ainsi que les systèmes de propulsion et d'alimentation. Autre aspect essentiel, cette catégorie comprend également l'infrastructure de contrôle au sol nécessaire pour exploiter les satellites et gérer les données qu'ils produisent.

Les principales compétences et les services industriels critiques comprennent les éléments suivants :

Systèmes et composantes aérospatiaux

Conception, fabrication, assemblage et intégration d'éléments structurels d'aéronefs, de surface de contrôle, de systèmes et de sous-systèmes d'aéronefs, de plateformes aériennes complètes avec pilote ainsi que des pièces et de composantes de ces dernières. Cela comprend les systèmes et composants suivants : trains d'atterrissage (roues, amortisseurs et pièces connexes pour la rentrée et la sortie du train d'atterrissage des aéronefs, pontons d'hélicoptères, etc.), servocommandes de vol, matériel d'avionique, systèmes de propulsion et d'alimentation d'aéronefs militaires (turbines à gaz, compresseurs, système d'alimentation en carburant, etc.).

Blindage

Métaux, céramiques, composites et autres solutions matérielles servant à protéger à la fois les véhicules et les soldats. Cela comprend le développement et la fabrication des matériaux connexes, ainsi que la conception et la fabrication de solutions de blindage particulières à des fins militaires, de sécurité et d'application de la loi.

Intégration des systèmes de défense

Conception et intégration de systèmes militaires complexes qui dépendent de l'intégration harmonieuse de multiples sous-systèmes pour fournir une capacité opérationnelle efficace. Ces capacités couvrent diverses plateformes militaires et permettent l'exploitation et la gestion d'armes, de systèmes de défense, de systèmes de commande et de contrôle, de capteurs, de systèmes d'appui à la prise de décision, des dispositifs de guerre électronique et des sous-systèmes de base des plateformes d'une manière hautement coordonnée qui est essentielle dans des conditions de combat très exigeantes. Ces systèmes doivent présenter de façon compréhensible et sûre l'information provenant de multiples sources aux opérateurs et appuyer la prise de décisions dans un environnement complexe. Cette définition ne vise pas les divers systèmes constitutifs (systèmes de lancement de missiles, radars, systèmes de guerre électronique, etc.) à intégrer dans un ensemble cohérent, mais vise plutôt les compétences et les capacités nécessaires pour réaliser l'intégration et créer l'interface utilisateur requise dans des systèmes complexes destinés aux missions.

Systèmes électro-optiques/infrarouges

Conception, fabrication et intégration de systèmes électro-optiques et infrarouges destinés à la surveillance, à la reconnaissance, à la vision nocturne et au ciblage. La présente catégorie comprend les composants et les groupes de composants qui influent considérablement sur la capacité des systèmes, ainsi que les logiciels qui améliorent le rendement ou contribuent à une meilleure utilisation de l'information recueillie par les capteurs. Il peut s'agir d'applications militaires ou civiles installées sur

de multiples supports, y compris des plateformes aériennes, des satellites, des véhicules terrestres, des navires, des sous-marins ou des infrastructures fixes.

Solutions en matière de véhicules terrestres

Conception, ingénierie, fabrication de pointe, intégration et mise à l'essai de véhicules perfectionnés de combat et d'appui au combat.

Soutien en service

Ensemble de capacités requises pour exploiter et maintenir en état de fonctionner un éventail de plateformes et de systèmes militaires dans tous les domaines, tout au long de leur vie utile. Dans ce contexte, l'expression « exploiter et maintenir » englobe une grande variété d'activités, y compris l'entretien, la réparation et la révision; l'établissement de diagnostics, de pronostics et la gestion de l'état de fonctionnement; la gestion des pièces de rechange et de la chaîne d'approvisionnement; la gestion de la configuration; la modification et la mise à jour de systèmes et de logiciels pour améliorer la capacité et la prolonger de la durée de vie, en plus de l'intégration du soutien des produits (ISP) dans son ensemble.

Systèmes de mission et systèmes de plateformes navales

Services de conception, d'ingénierie, de développement, de fabrication et de mise à l'essai et d'évaluation liés aux systèmes suivants :

- Systèmes de mission et de combat de navires, y compris le commandement, le contrôle et les communications, la liaison de données, le ravitaillement en mer, les systèmes de gestion du combat, les systèmes de navigation intégrés, les contre-mesures, les dispositifs d'appontage et d'arrimage rapide des hélicoptères;
- Systèmes de plateforme, y compris les systèmes de gestion de passerelle et de plateforme, les systèmes de propulsion, les systèmes de contrôle des avaries de combat et des machines, les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation (CVC) et les systèmes électriques.

Munitions

Comprend l'ensemble des activités couvertes par le Programme d'approvisionnement des munitions (PAM) du Canada.

Services de construction navale, de conception et d'ingénierie

Comprend l'ensemble des capacités nécessaires pour construire, intégrer et maintenir les navires, ainsi que les capacités d'ingénierie et de gestion des processus essentiels à la construction et à l'intégration navales.

Sonars et systèmes acoustiques

Comprend la conception, la fabrication et l'intégration de sonars et de systèmes acoustiques utilisés à des fins de navigation, de surveillance, de conduite de tir et de levé pour appuyer des objectifs scientifiques, militaires et civils, y compris les capacités embarquées de traitement des signaux et de gestion des systèmes, ainsi que les réseaux de capteurs immergés.

Formation et simulation

Capacités de formation et de simulation de bout en bout, y compris un ensemble complet de solutions de formation en direct, virtuelles et constructives. Cela comprend la conception, la fabrication, l'intégration et la modification de simulateurs, le développement de didacticiels, la conception et l'intégration de cibles et de matériel de cours, ainsi que la prestation de services de formation en direct, de manière virtuelle ou en classe.

EN RAISON D'UN ÉCHÉANCIER EXTRÊMEMENT SERRÉ, LE CANADA NE PEUT PAS PERMETTRE D'OFFRIR DES PROLONGATIONS À LA DATE DE CLÔTURE. NOUS AVONS BESOIN DE LA PLUS GRANDE COOPÉRATION DES SOUMISSIONNAIRES POUR SOUMETTRE LEURS OFFRES AVANT LA DATE DE CLÔTURE DE LA SOUMISSION.

Le but de cet amendement est de:

1. Publier les documents modifier suivant :
 - a) L'annexe F - Matrice de conformité et évaluation de la soumission technique – Révision 1
 - b) Partie 7B – Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Modalités et conditions Révision 1
 - c) Annexe G - Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Proposition de valeur – Révision 1
 - d) Annexe H – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur – Révision 1
 - e) Appendice B - Fiche de transactions des retombées industrielles et technologiques (RIT) Révision (02)
2. Modifier le plan d'ingénierie des systèmes - Référence à DAPSCT-PIS-2021
3. Publié les réponses aux questions des soumissionnaires.

Le suivant formera partie de DDP:

- 1a) À l'annexe F – Matrice de conformité et critères d'évaluation des soumissions techniques – Révision 01**

SUPPRIMER :

Annexe F – Matrice de conformité et évaluation de la soumission technique entièrement.

INSÉRER :

Annexe F - Matrice de conformité et évaluation de la soumission technique Révision 01.

- 1b) Partie 7B – Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Modalités et conditions Révision 1**

SUPPRIMER :

Partie 7B – Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Modalités et conditions.

INSÉRER :

Partie 7B – Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Modalités et conditions - Révision 01

- 1c) Annexe G - Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Proposition de valeur Révision 01**

SUPPRIMER :

Annexe G - Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Proposition de valeur.

INSÉRER :

Annexe G - Retombées industrielles et technologiques (RIT) - Proposition de valeur
Révision 01

1d) Annexe H – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur

SUPPRIMER :

Annexe H – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur

INSÉRER :

Annexe H – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur – Révision 1

1e) Appendice B - Fiche de transactions des retombées industrielles et technologiques (RIT) Modification (02)

SUPPRIMER :

Appendice B - Fiche de transactions des retombées industrielles et technologiques (RIT)
Modification

INSÉRER :

Appendice B - Fiche de transactions des retombées industrielles et technologiques (RIT)
Modification (02)

1. Modifier PLAN D'INGÉNIERIE DES SYSTÈMES - Référence à DAPSCT-PIS-2021:

INSÉRER:

Para 7.2.7 comme suit :

Le transfert de la conception du produit au sous-système et/ou du sous-système au système est essentiel car il garantit que le sous-système ou le produit qui a été construit est conforme à la conception spécifiée et peut être intégré dans le système ou le SoS.

Remarque: Le libellé en caractères **verts** indique les modifications apportées à la DDP.

Les questions et réponses suivantes ont été publiées sous la modification 001.

Q1: DDP Reference Partie 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES - Section 1.2 – 1.2 Certificat expérience éprouvée

Les soumissionnaires sont priés de fournir « ... une attestation démontrant que des accords de coopération pour accéder à une expérience éprouvée sont en place avec le membre de l'équipe au moment de la soumission de l'offre ». SPAC fournira-t-il un certificat avec la DDP que les soumissionnaires devront signer?

R1: SPAC ne fournira pas d'attestation avec la DDP pour que les soumissionnaires la signent. Les soumissionnaires, avec leurs offres, doivent soumettre des références à l'expérience éprouvée des membres de leur équipe, démontrant comment l'expérience de leur membre d'équipe répond aux critères d'évaluation décrits dans cette offre. Les soumissionnaires sont en outre tenus de prouver qu'un accord de coopération est en place avec le membre de l'équipe au moment de la soumission de l'offre.

Pour évaluer l'expérience reconnue requise par la DDP, l'expérience peut provenir du soumissionnaire ou de tout autre membre de l'équipe du soumissionnaire. L'équipe du soumissionnaire comprend ses sous-traitants identifiés dans l'offre technique et peut également inclure la société mère, les filiales ou d'autres sociétés affiliées des soumissionnaires. Pour plus de détails, voir Certification et Expérience Prouvée en PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.

Q2: DDP Reference Partie 7A – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT - Section 5.1.2 – Exigences relatives à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

Les versions approuvées à l'origine sont incluses dans l'annexe À DÉTERMINER (bien que les parties de l'annexe À DÉTERMINER qui ont été soumises directement par un sous-traitant seront gardées confidentielles par le Canada entre lui et le sous-traitant concerné) (À remplir à l'attribution du contrat, s'il y a lieu). Dans certains cas, le Canada en a approuvé plusieurs (par exemple, plusieurs listes de produits de TI), car certains sous-traitants ont soumis leur ISCA directement au Canada. Les parties reconnaissent également que la sécurité est une considération essentielle pour le Canada en ce qui concerne les travaux et qu'une évaluation continue de l'ISCA sera requise pendant toute la durée du contrat. La présente Section régit ce processus.

Le Canada peut-il confirmer que l'annexe À DÉTERMINER est l'annexe I.

R2: Bien que l'Annexe I soit correcte, cependant, son numéro sera révisé à l'étape de l'attribution du contrat puisque les Annexes F à H actuellement incorporées dans la DDP seront supprimées. L'annexe I deviendra Annexe F - Formulaire de soumission des fournisseurs d'informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Q3: DDP Reference: remarque sur 1^{ère} page

Pour les soumissionnaires qui sont déjà inscrits au Programme de sécurité des contrats (PSC), la soumission du formulaire de demande d'inscription (FRA) est une activité redondante. Le Canada peut-il supprimer l'exigence pour les soumissionnaires de soumettre le FRA, à condition que les soumissionnaires puissent démontrer leur enregistrement auprès du CSP (c'est-à-dire fournir des niveaux de statut qui confirment leur côté de sécurité d'installation active).

R3: Le CSP a été récemment mis à jour et exige maintenant que tous les soumissionnaires (même ceux qui ont des habilitations de sécurité en cours) soumettent un formulaire de demande d'inscription. Cela permettra au CSP de vérifier que l'autorisation de sécurité actuelle du soumissionnaire est valide pour la DDP sur laquelle il soumissionne.

Q4: Annexe F - Exigences cotées pour l'évaluation – CT 2.4 stipule:

« Décrire et démontrer, en fonction de sa propre expérience et de ses pratiques exemplaires, la gestion du cycle de vie des produits qui seront développés dans le cadre du contrat subséquent. »

L'échelle de cotation stipule une échelle progressive jusqu'à un pointage de 100% que « Le soumissionnaire démontre un processus complet de gestion du cycle de vie des produits et explique huit principes de gestion du cycle de vie »

Cependant, le PIS du DAPSCT ne fait référence qu'à six principes de gestion du cycle de vie des produits au lieu de huit. Les six principes de gestion du cycle de vie des produits décrits dans la sous-section 2.1.2.1 du DAPSCT-PIS sont les suivants :

1. Le développement de l'architecture
2. L'ingénierie des systèmes
3. L'intégration des systèmes
4. La mise en service
5. Le soutien en service
6. L'élimination

Il est recommandé au Canada de mettre à jour l'échelle de cotation pour qu'elle soit cohérente avec la description du processus décrit dans le DAPSCT-PIS, auquel les soumissionnaires doivent se conformer.

R4: Réponse: Le DAPSCT-PIS -2021 fournit les principes présentement mis en place. Le soumissionnaire doit fournir une réponse basée sur sa propre expérience, qui peut inclure au-delà de six ces principes.

Q5: DDP Reference Partie 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

La partie 3, paragraphe 1.5 note que les prix ne doivent figurer que dans l'offre financière du soumissionnaire. Afin de livrer une soumission conforme à la section IV – soumission RIT, les soumissionnaires doivent inclure le prix de leur soumission dans le certificat d'exigences obligatoires (exigence obligatoire 4).

Le Canada est prié de confirmer que l'inclusion de renseignements financiers dans la section IV - Soumission de RIT est acceptable?

R5: Il est acceptable et obligatoire de fournir le prix de la soumission dans le cadre de la section IV - Proposition de valeur de RIT.

Les questions et réponses suivantes ont été publiées sous la modification 002.**Q6: Référence de la DDP Annexe F – Matrice de conformité – Appendice F1 – Critères d'évaluation obligatoires – MT 7 - Et Appendice A4 – LDEC et DED**

Le Canada peut-il confirmer si les ressources autochtones internes que les soumissionnaires embauchent pour effectuer les travaux ISTAR LC4ISR seront prises en compte dans l'objectif de 5 % de la valeur totale estimée du contrat pour les biens et/ou les services provenant d'entreprises autochtones canadiennes ? Le plan de participation autochtone décrit à l'appendice A4 de l'annexe A, DED 100.006 stipule que les soumissionnaires sont tenus de fournir leur

stratégie de ressources humaines sur la rétention des peuples autochtones pour l'exécution des travaux, cependant, il n'est pas clair si les peuples autochtones ont été embauchés dans le cadre de ces efforts compterait pour l'objectif de 5%.

R6: Non, toute ressource autochtone embauchée ne comptera pas dans l'objectif de 5%.

Q7: Référence de la DDP Annexe F – Matrice de conformité – Appendice F1 – Critères d'évaluation obligatoires – MT 7 - Et Appendice A4 – LDEC et DED

Le Canada peut-il confirmer si les activités de développement des compétences et de formation avec les peuples autochtones sont prises en compte dans l'objectif de 5 % pour la valeur totale estimée du contrat pour les biens et/ou les services provenant d'entreprises autochtones canadiennes?

R7: Non, aucune activité de formation en développement des compétences ne sera prise en compte dans l'objectif de 5%.

Les questions et réponses suivantes ont été publiées sous la modification 003.

Q8: DDP Référence Annexe A4 – LDEC et DED- PMP 100.001 10.3.

Cette section stipule: Pour chaque poste, le PMP doit identifier le nom...

Nous supposons que l'exigence est de fournir le nom du rôle et non le nom de la personne remplissant le rôle. Veuillez confirmer.

R8: Corriger. À la clôture des soumissions, seul le nom du rôle est requis, sauf si la personne est connue et peut être nommée par le soumissionnaire. Cependant, s'il est retenu, le soumissionnaire révisera le PMP pour refléter également le nom de la ressource.

Q9: Référence de la DDP Annexe G – Instructions pour le soumissionnaire de la proposition de valeur – Sous-section 5.6.2.5

Actuellement, la section 5.6.2.5 de l'annexe G stipule que "Toute transaction proposée avec une entreprise ne répondant pas aux critères de donateur éligible sera rejetée". Tel qu'il est écrit, cela pourrait impliquer que les transactions directes avec un donateur éligible pourraient être rejetées si le fournisseur ne répondait pas aux critères du donateur éligible.

La formulation révisée suivante est recommandée à la place de la section 5.6.2.5 : «Toute transaction proposée impliquant des contributions ED d'une société ne répondant pas aux critères ED sera rejetée».

R9: La définition de «donateur éligible» est fournie dans la partie 7B-ITB Termes et conditions, section 1.1.13, et son application est expliquée dans la section 8.1.4. Seuls les donateurs qui répondent à la définition d'un donateur admissible seront acceptés comme donateurs aux fins de la transaction de RIT. Les bénéficiaires, tels que définis à la section 1.1.29, ne sont pas tenus de répondre à la définition de donneur éligible.

Les questions et réponses suivantes ont été publiées sous la modification 004.

Q10: Référence de la Modification 002 - Question 6

Le Canada a fourni des éclaircissements indiquant que «toute ressource autochtone embauchée ne comptera pas dans l'objectif de 5%». En revanche, l'IPP DID (100.006) exige que les soumissionnaires indiquent:

DÉD 11.2 a, i) «Stratégie des ressources humaines visant à retenir les Autochtones pour l'exécution des travaux»; et nécessite en outre:

DÉD 11.2 b, iv), ii) en référence aux rapports - «Nombre d'emplois ou d'approvisionnement en ressources autochtones utilisées pour exécuter les travaux;»

Le contenu de la DÉD ci-dessus indiquerait que les ressources du soumissionnaire devraient être comptées par rapport à la réalisation de l'engagement du soumissionnaire envers la participation autochtone. Dans l'esprit d'encourager le secteur canadien de la Défense à accroître l'inclusion des peuples autochtones au sein de son effectif.

Le Canada est prié d'autoriser l'investissement du soumissionnaire dans l'embauche de ressources autochtones pour l'exécution des travaux conformément à son engagement de 5%.

R10: Veuillez noter, bien que similaire, mais DÉD 100.006 et le plan de participation autochtone (PPA) sont deux exigences obligatoires distinctes que les soumissionnaires doivent soumettre avec leurs offres, cependant, les soumissionnaires qui ne souhaitent pas répondre à l'exigence cotée PPA ne sont soumis à aucune obligation. fournir tout engagement. Si les soumissionnaires choisissent de ne pas s'engager à atteindre l'objectif de 1 à 5%, leur offre ne sera pas considérée comme non conforme.

Veuillez également prendre note que l'inclusion des peuples autochtones dans les transactions de développement des compétences et de formation des RIT est autorisée, sous réserve des conditions générales des RIT, mais cela ne ferait pas partie des critères cotés du PPA. L'objectif des critères cotés PPA est d'encourager les entrepreneurs à attribuer des contrats à des entreprises autochtones en particulier, ainsi l'embauche de ressources autochtones ne comptera pas dans l'objectif de 5%.

Q11: Référence de la DDP Annexe F – Matrice de conformité et critères d'évaluation de la soumission technique – Appendice F1 - Critères d'évaluation obligatoires - Et Appendice F2 – Critères d'évaluation cotés

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leurs commentaires dans la colonne L (Commentaires du soumissionnaire) démontrant comment le soumissionnaire satisfera aux exigences, sans renvoi aux autres énoncés de l'annexe F.

Le Canada est prié de clarifier les informations qu'il souhaite que le soumissionnaire fournisse dans la colonne L; par exemple, le Canada cherche-t-il à ce que les soumissionnaires confirment que leur réponse à l'exigence obligatoire ou cotée respecte l'une des méthodes de conformité fournies (A-D)?

A11: Oui, c'est exact, et en outre, dans quelle partie de son offre et sur quelle page le soumissionnaire a inclus la preuve de conformité pour répondre à l'exigence.

Q12: Référence de la DDP Appendice A2 – Normes et références - Section 1.1 DAPSCT et références - DAPSCT-PIS-2021 tout au long de l'EDT

L'appendice A2 ainsi que l'Énoncé des travaux font référence au terme « DAPSCT-PIS-2021 ». La copie du document intitulé PIS fournit aux soumissionnaires est identifiée comme le Plan d'ingénierie des systèmes (référence à la modification 1) et est daté décembre 2022.

Le Canada peut-il confirmer que toutes les références au terme « DAPSCT-PIS-2021 » dans l'ensemble du dossier de la DDP sont en fait le fichier « Plan d'ingénierie des systèmes », date de publication décembre 2022 ?

R12: Exact. Le terme « DAPSCT-PIS-2021 » utilisé dans l'ensemble du dossier de la DDP est en effet le fichier de PDF intitulé « Plan d'ingénierie des systèmes », date de publication décembre 2022.

Q13: **DDP référence Annexe F - MATRICE DE CONFORMITÉ ET CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE - CTC 2.1.c**

Le Canada peut-il expliquer comment la gestion et l'exécution du pouvoir de conception s'appliquent à la CT 2.1.c ?

R13: Le Canada reconnaît que le processus de gestion de la configuration n'est pas une composante ou un facteur qui doit être pris en compte par le pouvoir de conception. Cependant, le Canada s'attend à ce que le responsable du pouvoir de conception examine et assure la réussite des processus d'intégration

Q14: **DDP Référence Annexe A4 – LDEC et DED - PMP 100.001 10.3.**

Cette section stipule : Pour chaque poste, le PMP doit identifier le nom...

Nous supposons que l'exigence est de fournir le nom du rôle et non le nom de la personne remplissant le rôle. Veuillez confirmer.

R14: Corriger. À la clôture des soumissions, seul le nom du rôle est requis, sauf si la personne est connue et peut être nommée par le soumissionnaire. Cependant, s'il est retenu, le soumissionnaire révisera le PMP pour refléter également le nom de la ressource.

Q15: **DDP Référence Annexe C – LVERS – Section 10a**

Le Canada peut-il fournir au soumissionnaire demandeur une copie du guide de sécurité supplémentaire ?

A15: Les soumissionnaires qui sont intéressés à soumettre une offre doivent envoyer une demande écrite par courriel à l'autorité contractante pour obtenir le guide supplémentaire de la LVERS.

Q16: **DDP Référence Annexe G – Retombées industrielles et technologiques – Instructions à l'intention des soumissionnaires et Annexe H – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques**

En faisant référence à l'annexe G et à l'annexe H (toutes deux liées au EP/RIT), l'utilisation du prix de l'offre et du prix du contrat est référencée, par rapport à l'identification de la transaction. Nous suggérons que, puisque le prix du contrat est défini dans les conditions générales de le RIT/EP, et que le prix de l'offre ne l'est pas, que le prix du contrat soit la seule référence pour la valeur de l'engagement dans les annexes G et H.

Il est recommandé que le prix du contrat soit fixé à une valeur qui s'aligne plus étroitement sur la valeur anticipée du futur contrat que tous les soumissionnaires peuvent utiliser comme référence pour fournir l'identification de la transaction.

R16: Aucun changement requis.

Les questions et réponses suivantes sont publiées en vertu de cette modification.

Q17: **DDP Référence Annexe C – LVERS – Section 10a – PERSONNEL**

Dans la section 10a de la LVERS, des références ont été faites au guide de sécurité supplémentaire de la LVERS, elles n'ont pas été fournies dans le cadre de la LVERS finale. Le Canada peut-il fournir aux soumissionnaires une copie du guide de sécurité supplémentaire ISTAR?

R17. Les soumissionnaires qui souhaitent soumettre une soumission doivent envoyer une demande écrite par courriel à l'autorité contractante pour obtenir le guide LVERS.

Q18. DDP Référence Annexe F – Matrice de conformité – App F1 Critères d'évaluation obligatoires

CTO 2.1 stipule « Le PGIS doit être fondé sur la norme DAPSCT-PIS-2021 du directeur – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre (DAPSCT) figurant à l'annexe A2 – Normes et références, et doit être conforme à la liste des données essentielles au contrat (LDEC) 200.001 et à la description d'élément de données (DED) 200.001. Les soumissionnaires doivent tenir compte de toutes les exigences de la DED dans leur PGIS proposé. »

Le DED 200.001 stipule « Le PGIS doit contenir au minimum les renseignements suivants qui correspondent aux principaux titres du PIS du Canada. »

Le Canada peut-il préciser si cela signifie que le PGIS doit avoir les mêmes sections principales que le PIS (introduction, C4ISR de la Force terrestre, processus d'ingénierie, gouvernance, ..., processus de mise en service, soutien en service) ? Si c'est le cas :

Le Canada peut-il confirmer que les sous-sections peuvent être différentes ? Et

Le Canada peut-il préciser si le PGIS doit également inclure et prendre en compte les sections marquées comme « À Élaborer » dans le PIS (c.-à-d. 10. Processus de mise en service et 11. Soutien en service) ?

R18. Le DDP doit inclure la section principale décrite dans la DED 200.001. Le contenu, incluant les sous-sections, doit être basé sur le DAPSCT-PIS-2021

1. Les sous-sections du PGIS doivent être identifiées par le soumissionnaire ; et
2. Non, cependant, les soumissionnaires sont encouragés à proposer des réponses.

Q19 : Référence de la DDP Annexe F – Matrice de conformité et critères d'évaluation de la soumission technique –Appendice F2 – Critères d'évaluation cotés – RT 2.1c.

L'échelle de cotation de 75% stipule que « Le soumissionnaire démontre une méthodologie de gestion de la configuration et un processus d'intégration dans la méthodologie de référence et de diffusion; ET il démontre comment le processus de gestion de la configuration s'harmonise avec le plan d'ingénierie des systèmes; ET il démontre comment il gèrera les versions de produit minimales. »

L'échelle de cotation de 100% stipule que « Le soumissionnaire démontre une méthodologie de gestion de la configuration et un processus d'intégration dans la méthodologie de référence et de diffusion; ET il démontre comment le processus de gestion de la configuration s'harmonise avec le plan d'ingénierie des systèmes; ET il démontre comment il gèrera les versions prévues du produit. »

Est-ce que le Canada peut préciser ce que l'on entend par versions minimales et attendues du produit dans le contexte de cette exigence?

Q19 : Cette information se retrouve dans le DAPSCT-PIS-2021.

Q20 : Selon la section 4.1.1.5. du plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT)

« Des points ne seront accordés au perfectionnement du fournisseur que si le soumissionnaire décrit en détail des transactions qu'il se propose de réaliser et dont le total équivaut à au moins dix pour cent (10 %) de l'engagement total en matière de développement des fournisseurs, calculé en fonction du prix de la proposition du soumissionnaire, qui est mesuré en VCC. » Toutefois, dans les sections 4.1.2.3., identification des transactions en recherche et développement, et 4.1.3.1, identification des transactions liées au perfectionnement des compétences et à la formation, il n'y est pas question du prix de la soumission. Le Canada peut-il confirmer que, aux fins de détermination de toutes les transactions, les montants des engagements aux fins de calcul des critères cotés des transactions identifiées seront fondés sur le prix de la soumission et non le prix du contrat, comme c'est actuellement le cas avec le perfectionnement des fournisseurs.

A20 : L'évaluation des RTI et de la proposition de valeur (PV) requière l'utilisation du prix du contrat et du prix de la soumission. Dans le cas où tous les engagements du fournisseur sont exprimés sous forme de pourcentage du prix du contrat (qui peut changer avec le temps), l'évaluation des exigences obligatoires est fondée sur le prix de la soumission pour garantir qu'une proposition du soumissionnaire a déterminé les transactions admissibles dont le total équivaut à au moins 30 % de la valeur du prix de la soumission, mesurée en valeur du contenu canadien (VCC). Pour les critères cotés liés aux transactions identifiées, le pourcentage de transactions identifiées pour chacun des piliers de la PV des engagements est mesuré en fonction de l'engagement du soumissionnaire pour le pilier respectif (p. ex., 15 % de l'identification de la PV pour l'engagement en recherche et développement), et non en tant que pourcentage du prix de la soumission. Le prix de la proposition du soumissionnaire servira à calculer la valeur du pilier de l'engagement de la PV respective uniquement pour les critères cotés liés à l'identification des transactions, et le pourcentage de transactions identifiées est exprimé en pourcentage de cet engagement, et non en tant que pourcentage du prix de la soumission. Pour plus de claret, la phrase « calculé par rapport au prix de la proposition du soumissionnaire » a été éliminée de la section 4.1.1.5..

Q21 : DDP Référence Annexe B – Base de paiement – Section 7.1.2

L'essentiel des travaux est prévu sur six ans. Toutefois, dans les modalités des RIT d'ISTAR, la période de réalisation des travaux est définie comme suit : la « période de réalisation » renvoie à la période commençant le 8 août 2020 et se terminant un (1) an après la fin des travaux effectués dans le cadre du présent contrat. Toutefois, le gabarit de feuille de transaction des RIT, compris dans les modalités des RIT d'ISTAR, ne compte que 6 périodes, mais il devrait y en avoir au moins 7 (6 années de base + 1 an de période de réalisation). Le Canada peut-il confirmer, svp, que la période minimale pour la réalisation des RIT dans le contrat d'ISTAR est de 7 ans, alors veuillez modifier le gabarit de transaction des RIT en conséquence..

A21 : Les feuilles de transactions révisées sont accessibles pour les 4 DP.

Tous les autres termes et conditions de le DDP restent inchangés.